



## Territoires et Insertion par l'Activité Economique

### Diagnostic de la Zone d'emploi de Blois

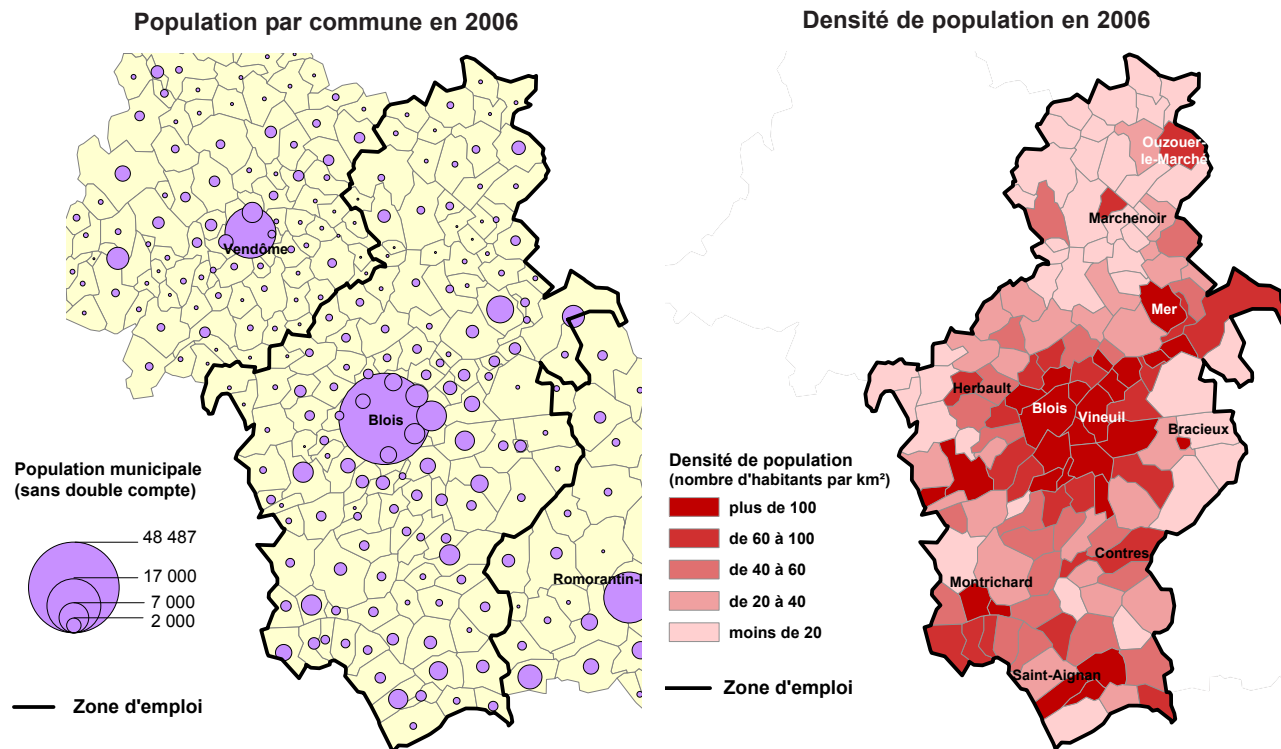
#### SOMMAIRE

<b>Eléments de cadrage</b> . . . . .	<b>2</b>	Les allocataires de minima sociaux . . . . .	<b>16</b>
Une dynamique démographique soutenue . . . . .	2	<b>L'offre d'insertion</b> . . . . .	<b>17</b>
Un meilleur niveau de qualification dans le bassin de Blois . . . . .	3	Forte concentration des structures d'insertion par l'activité économique dans le bassin d'emploi de Blois . . . . .	17
Des revenus plus élevés dans la périphérie de Blois . . . . .	3	Répartition géographique des salariés en insertion en 2008 . . . . .	18
Logement et hébergement . . . . .	4	Un taux d'équipement équilibré entre les zones d'emploi du Loir-et-Cher . . . . .	19
Des tensions sur le marché du logement à la périphérie de Blois . . . . .	4	Hausse sensible du nombre de salariés en insertion en 2008 . . . . .	20
Un parc de logements sociaux concentré sur Blois . . . . .	4	26 % de sorties vers l'emploi durable . . . . .	21
Des structures d'hébergement d'insertion ou de transition essentiellement localisées à Blois . . . . .	5	<b>Caractéristiques et indicateurs sur le suivi et l'accompagnement des publics visés</b> . . . . .	<b>22</b>
Un réseau de transports collectifs organisé en étoile . . . . .	6	Une personne en insertion sur 2 est chômeur de longue durée, une sur 4 bénéficiaire du RMI . . . . .	22
Les territoires aidés . . . . .	7	Des difficultés sociales plus marquées dans les chantiers d'insertion et la régie de quartier . . . . .	23
ZUS, CUCS et ZFU . . . . .	7	L'accompagnement des publics . . . . .	24
Zones de revitalisation rurale . . . . .	8	L'orientation des publics vers l'IAE et les difficultés de recrutement . . . . .	24
<b>Le contexte économique</b> . . . . .	<b>9</b>	L'accompagnement des publics dans leur parcours . . . . .	25
L'emploi très fortement concentré dans les principaux pôles d'activités . . . . .	9	Préparation de la sortie . . . . .	25
L'activité économique présente certaines spécificités . . . . .	10	L'intervention des partenaires dans les parcours . . . . .	25
Un tissu de petites entreprises . . . . .	12	<b>L'offre de formation</b> . . . . .	<b>26</b>
La création d'entreprise a du succès . . . . .	13		
<b>Le marché du travail</b> . . . . .	<b>14</b>		
Très forte poussée du chômage . . . . .	14		
Les métiers en tension . . . . .	15		



# Elements de cadrage

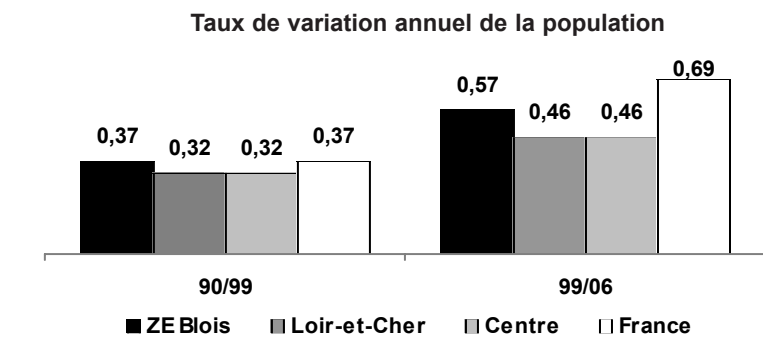
## Une dynamique démographique soutenue



D'après source : INSEE - RGP

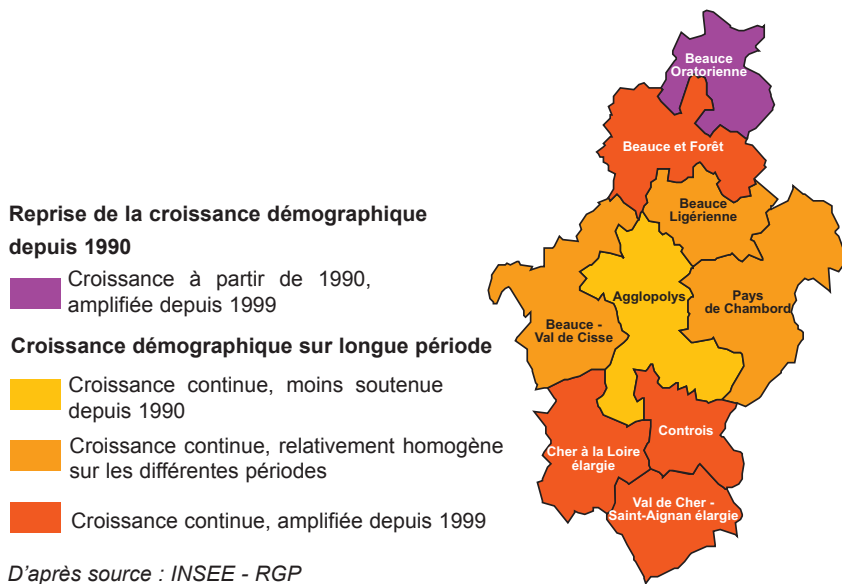
- **184 500 habitants** en 2006.
  - 56,7 % de la population du Loir-et-Cher.
  - Une **concentration** de la population sur le pôle blésois et le long de la vallée de la Loire.
  - Un certain déséquilibre entre le sud (plus peuplé) et le nord de la Loire.
  - Un **taux de variation** annuel moyen en **très nette hausse** sur la période récente, et qui se trouve largement supérieur aux moyennes départementale et régionale.
  - Une **croissance démographique continue** et relativement ancienne sur la quasi totalité du territoire à l'exception de la Beauce Oratorienne. Comme pour de nombreuses villes françaises, on observe le desserrement de Blois en couronnes successives, générant des déplacements domicile-travail de plus en plus importants.
  - Une **densité** de population supérieure à la moyenne du département et à celle de la région
- ZE Blois : 71,9 hab/km<sup>2</sup>  
 Loir-et-Cher : 51,3  
 Centre : 64,4  
 France : 100

La carte présente une analyse par communes de commune ou d'agglomération auxquelles ont parfois été ajoutées les communes isolées limitrophes.



D'après source : INSEE - RGP

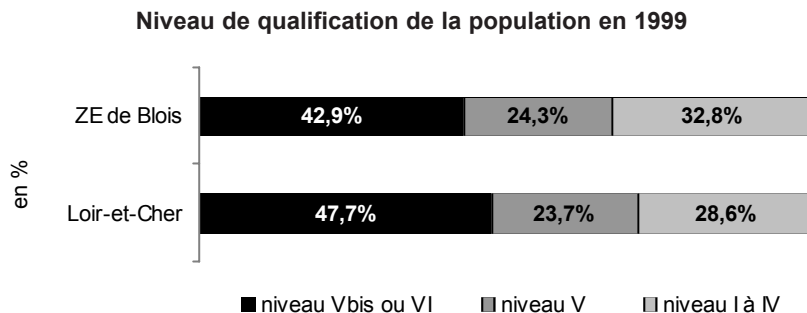
### Typologie territoriale de l'évolution de la population depuis 1982



## Un meilleur niveau de qualification dans le bassin de Blois

➤ Les deux tiers de la population active ou étudiante de 1999 (dernières données disponibles) disposent au mieux d'un **diplôme de niveau CAP, BEP ou sont sans qualification**, 71 % en moyenne départementale.

**Niveau de formation :** I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ; II : diplôme de niveau Bac + 3 ; III : diplôme de niveau Bac + 2 ; IV : diplôme de niveau Bac ; V : diplôme de niveau BEP, CAP ; V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ; VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.



D'après source : INSEE - RGP

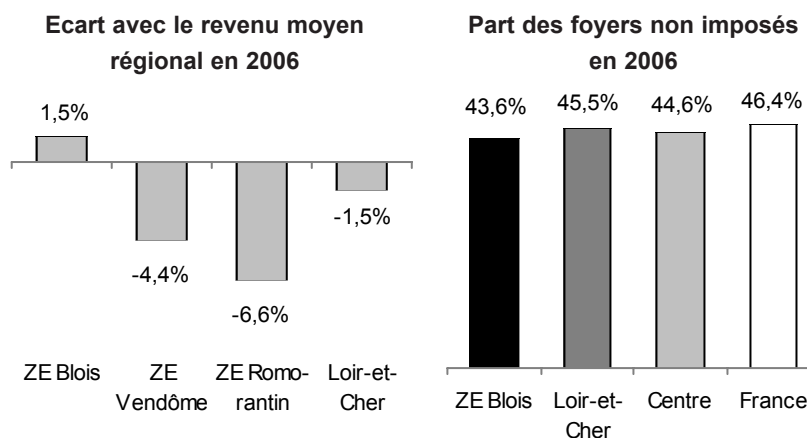
## Des revenus plus élevés dans la périphérie de Blois

➤ Le **revenu moyen** de la zone d'emploi est de **21 400 euros** en 2006. Il est sensiblement supérieur à celui relevé en Vendômois ou en Romorantinains ainsi qu'aux moyennes départementale (20 751 euros) et régionale (21 077 euros).

➤ Des **disparités importantes** sont observées **entre les communes**. Des écarts du simple au double sont enregistrés entre certaines communes de la vallée du Cher ou du Controis et d'autres localisées en périphérie de Blois.

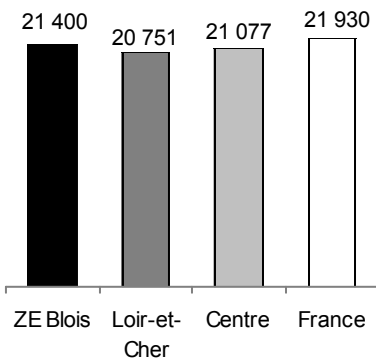
➤ **Moins de 44 % des foyers n'ont pas été imposés en 2006**. La zone d'emploi apparaît moins défavorisée que les autres territoires de référence. La géographie des revenus montre cependant que les ménages disposant d'un fort potentiel de ressources sont principalement concentrés en périphérie de Blois.

➤ La majorité des **communes de la vallée du Cher et de la Beauce Oratorienne** enregistre une **proportion plus élevée de ménages non imposés**. Au total plus de la moitié des foyers ne sont pas imposés dans une vingtaine de communes.



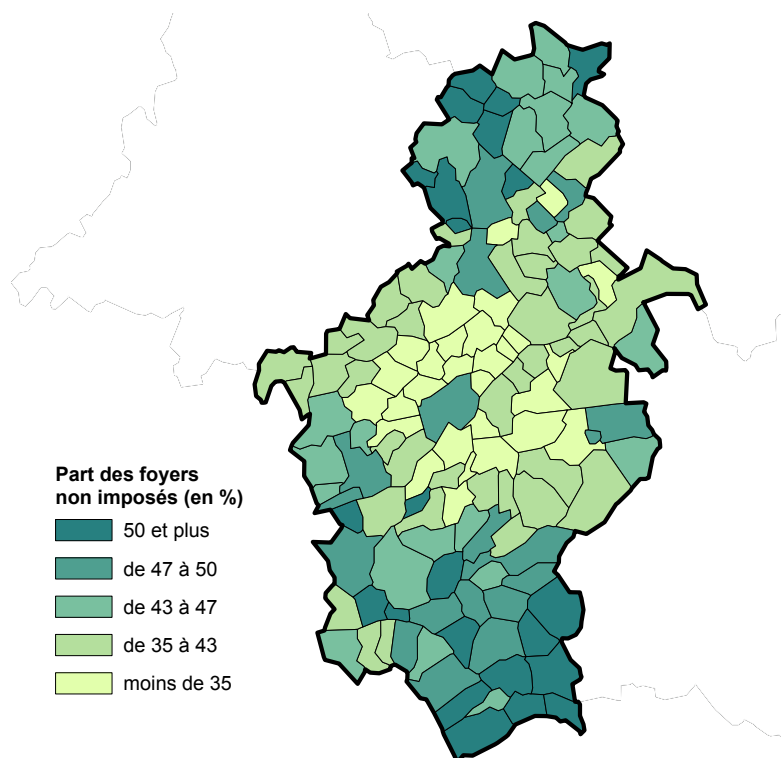
D'après source : Ministère des finances

Revenu moyen par foyer fiscal en 2006 (en euros)



D'après source : Ministère des finances

Part des foyers non imposés par commune en 2006 (en %)



D'après source : Ministère des finances

# Logement et hébergement

➤ Globalement, le **parc de logements sociaux** du Loir-et-Cher est **l'un des plus restreint** de la région. Il représente moins de 15 % des résidences principales (17 % dans le Centre).

➤ la Zone d'emploi de Blois regroupe **12 018 logements sociaux** en 2006, soit **58 % du parc total** ; la proportion est encore plus élevée pour les logements collectifs (62 %).

➤ Le parc est très **fortement concentré à Blois-même**, qui détient **72 % du parc de la zone** (80 % pour le collectif) et 42 % du total départemental.

➤ Dans le cadre du **Projet de Rénovation Urbaine**, il est prévu notamment de démolir 1 481 logements sociaux de la ZUS de Blois et d'en construire 1 185, dont 320 dans la ZUS, 430 dans le reste de Blois et 435 dans les autres communes de l'agglomération.

Le PRU prévoit également la réhabilitation de 3 039 logements.

## Des tensions sur le marché du logement à la périphérie de Blois

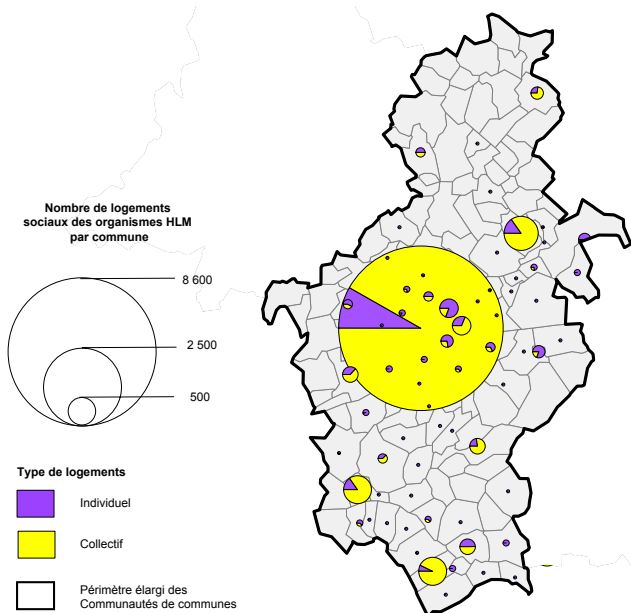
Le diagnostic réalisé récemment par l'Observatoire (parution imminente) a permis de mettre en évidence des **tensions particulières sur le marché du logement autour de Blois** :

- **prix moyen des terrains à bâtir élevé**, en raison notamment d'une demande forte ;
- **niveau de loyers élevé dans le parc privé** ;
- une **forte demande dans le parc public** qui génère des délais d'attribution importants (supérieurs à 10 mois en moyenne).

Sont principalement concernés les cantons de Vineuil, Bracieux, Contres et Mer.

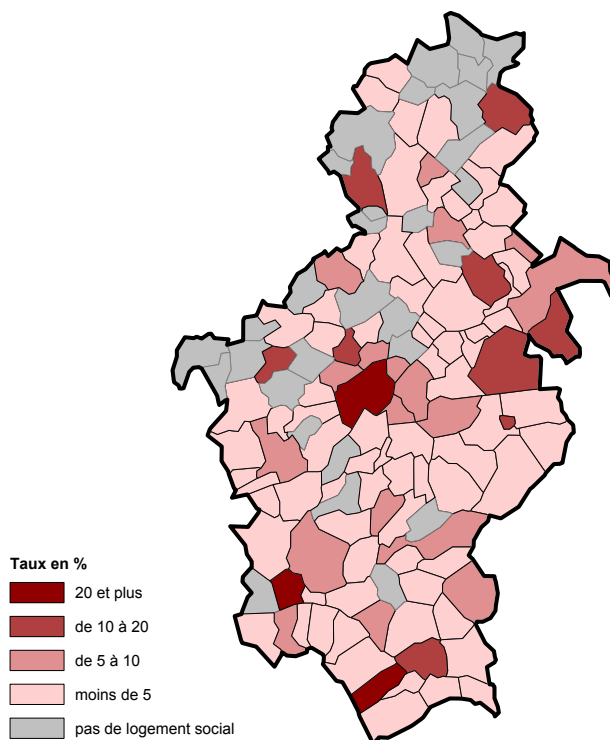
## Un parc de logements sociaux concentré sur Blois

Nombre de logements locatifs sociaux par commune au 01/01/06



D'après source : DDEA - EPLS

Nombre de logements sociaux rapporté au nombre de résidences principales



D'après source : DDEA - EPLS, fichier des logements conventionnés et FILOCOM - 2005

## Des structures d'hébergement d'insertion ou de transition essentiellement localisées à Blois

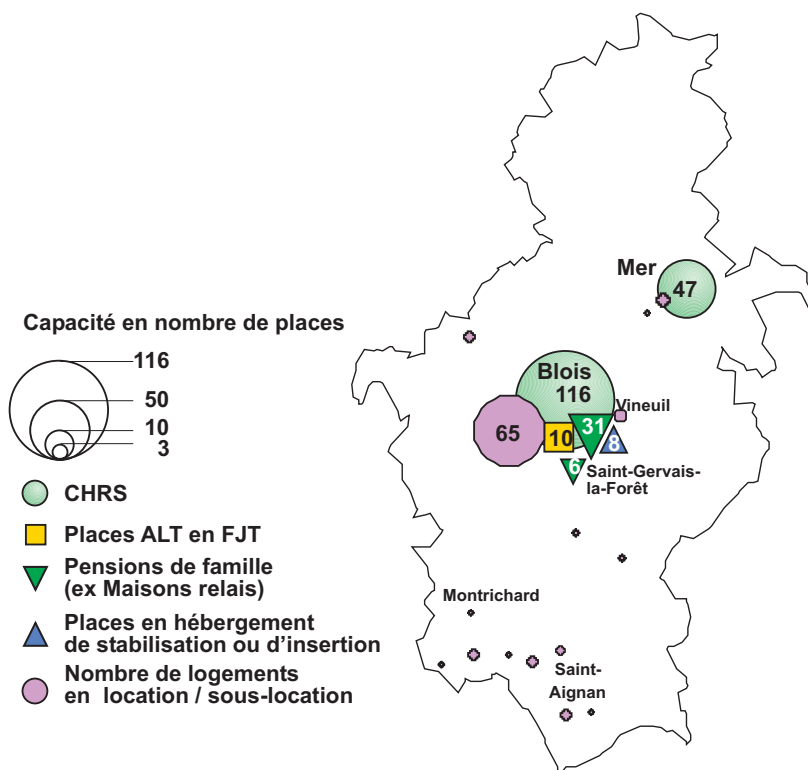
### Dispositifs d'hébergement d'insertion ou de transition et capacités d'accueil

➤ L'offre d'hébergement d'insertion ou de transition s'est étoffée et diversifiée au cours des dernières années.

➤ Elle est très largement localisée à Blois et en périphérie immédiate : 3 CHRS (116 places), 1 FJT d'une capacité totale de 161 places, dont 10 réservées à un public en grande difficulté, 3 pensions de famille dont une en habitat éclaté pour les femmes.

➤ On compte néanmoins un CHRS à Mer, destiné aux femmes avec ou sans enfant.

➤ Le parc de logements en location/sous-location est davantage réparti géographiquement, avec une bonne couverture en vallée du Cher. La rotation des résidents y est cependant très faible.



D'après sources : Préfecture, DDEA, PACT de Loir-et-Cher, CIAS

#### Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) :

Action socio-éducative avec hébergement, dans certains cas adaptation à la vie active de personnes ou familles en détresse, en vue de les aider à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale.

#### Allocation de logement temporaire (ALT) :

Aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées ne pouvant accéder directement à un logement autonome.

#### Hébergement de stabilisation :

Accompagnement social "léger" aux personnes hébergées pendant le temps nécessaire à la stabilisation de leur projet et à leur orientation vers un logement autonome ou vers une structure adaptée à leur situation. Ce dispositif vise notamment des personnes désocialisées, à la rue depuis de nombreuses années et en rupture avec les structures d'accueil classique.

#### Pension de famille (appelées Maison Relais jusqu'en 2009) :

Accueil sans limitation de durée des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde et dont l'accès à un logement autonome apparaît difficile à court terme. Les personnes bénéficient d'un accompagnement par les services sociaux ou médico-sociaux.

La pension de famille est gérée par un hôte ou un couple d'hôtes qui assure l'animation et le fonctionnement.

#### Logement en sous-location :

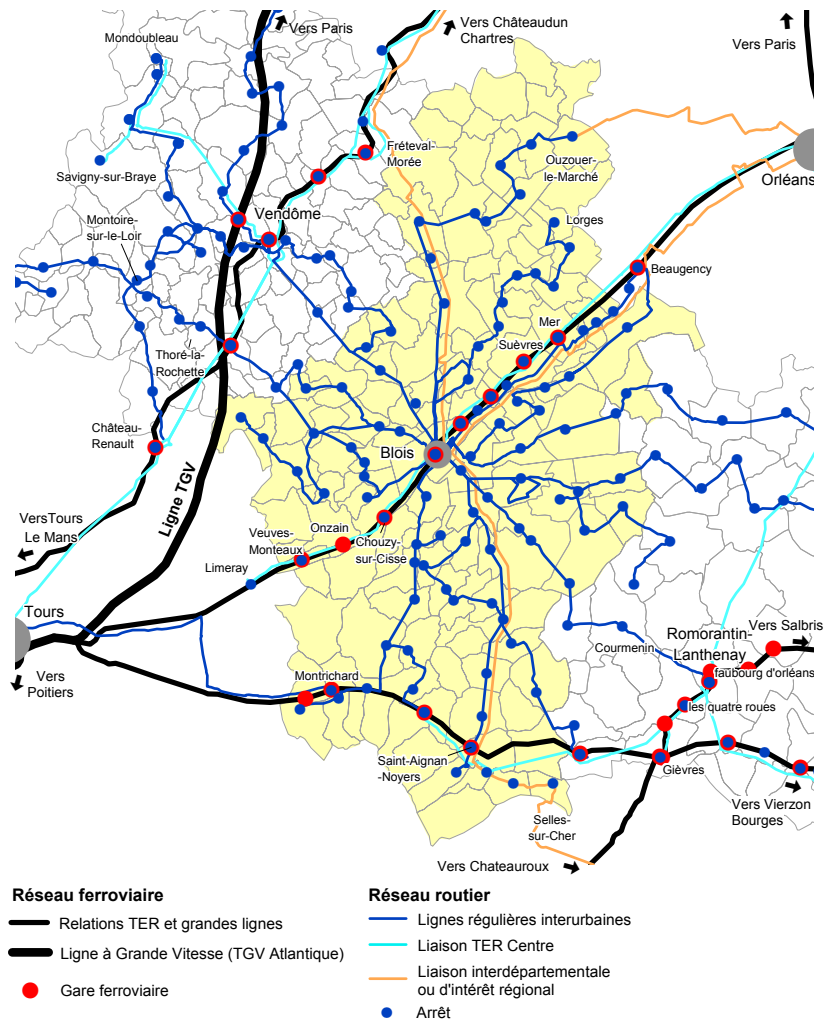
La sous-location consiste à mettre à disposition d'un ménage un appartement dont il assume le loyer et les charges. Le gestionnaire assume le risque locatif. Un accompagnement social est préconisé pour faire de cette expérience du logement une étape d'insertion. En Loir-et-Cher, certains organismes (ALGIM, CIAS) sont également propriétaires de logements qu'ils proposent en location.

# Un réseau de transports collectifs organisé en étoile

- Le **réseau de bus** se compose principalement d'**axes radiaux qui convergent vers Blois**. Les **déplacements transversaux** apparaissent de ce fait très **difficiles**. Hormis les scolaires, il semble d'ailleurs peu utilisé pour des déplacements quotidiens.
- La mise en place par le Conseil Général de Loir-et-Cher, à compter du **1er septembre 2009, d'une tarification unique** d'un montant de 2 euros par voyage quel que soit le trajet effectué sur le réseau départemental interurbain pourrait cependant favoriser une utilisation plus régulière par les salariés.
- Le réseau ferré est davantage utilisé pour les migrations domicile-travail en raison de la qualité du cadencement mais ne dessert qu'une douzaine de communes du territoire.
- Au total, **plus de 30 communes**, principalement de petite taille, ne bénéficient d'**aucun service de transport collectif** et une dizaine n'est desservie qu'en période scolaire.

- Les **Transports Urbains du Blaisois** en quelques chiffres :
  - 26 communes desservies (Agglopolys)
  - 19 lignes
  - 52 bus
  - 4 753 000 voyages en 2007
  - Plus de 2 millions de km parcourus chaque année

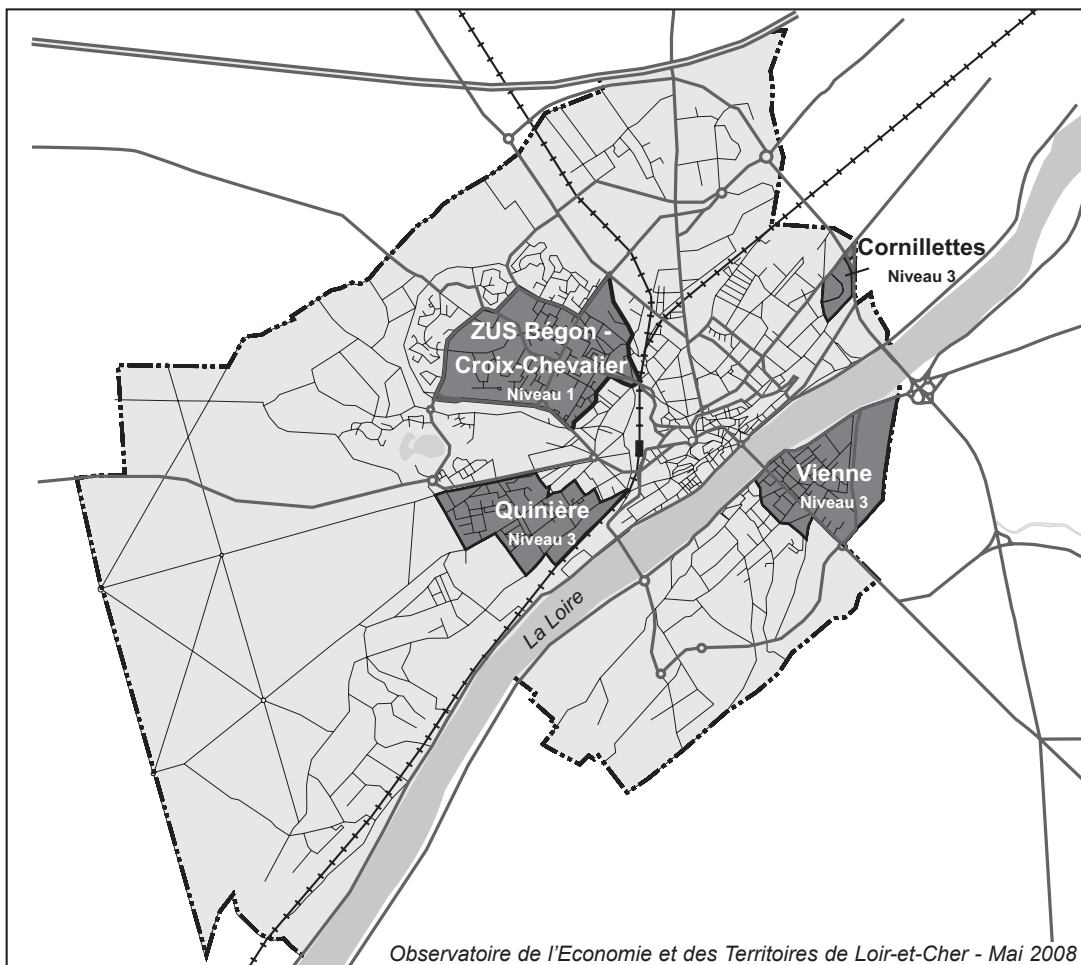
Le réseau de transports collectifs dans la zone d'emploi



## Les territoires aidés

### ZUS, CUCS et ZFU

#### Localisation des territoires prioritaires du CUCS de Blois



D'après source : Délégation Interministérielle à la Ville

- **Une Zone Urbaine Sensible :** Bégon - Croix-Chevalier. Celle-ci comprend également les quartiers Kennedy et Coty.
- **Une Zone Franche Urbaine,** qui couvre un peu plus que la ZUS.
- **4 quartiers concernés par le CUCS** (contrat urbain de cohésion sociale), dont un en priorité 1 (la ZUS)

#### Quelques éléments chiffrés sur la Zone Urbaine Sensible

- **12 845 habitants** en 2006 (canton de Blois 4, périmètre approchant).
- **1 300 personnes de moins** depuis 1999 (- 9,2 %).
- **1 107 chômeurs (cat1)** au 31/12/08 (+ 22 % en un an).
- **Quasi doublement du nombre d'entreprises** présentes dans la ZFU entre 2003 et 2007.

#### Zone Franche Urbaine de Blois



D'après source : Grand Blois développement

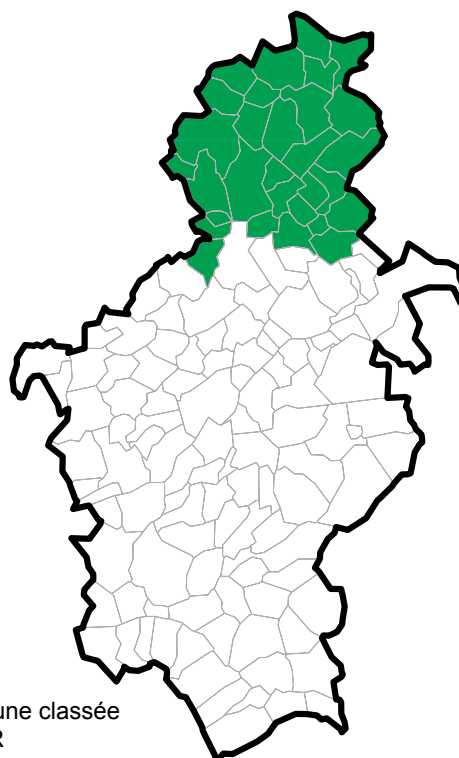
## Zones de Revitalisation Rurale (ZRR)

### Les communes classées en ZRR dans la zone d'emploi de Blois

#### Quelques éléments chiffrés sur la Zone de Revitalisation Rurale

- **30 communes** en 2009 dans la zone d'emploi.
- **11 139 habitants** en 2006 (6 % de la population du bassin).
- **1 200 personnes de plus** depuis 1999 (+ 11,1 % - moyenne des ZRR du département : + 5,3 %).
- **281 chômeurs** (cat1) au 31/12/08 (4,7 % des chômeurs de la zone).

Ces zones regroupent des **territoires ruraux** qui rencontrent des **difficultés particulières** : faible densité démographique, handicap structurel sur le plan socio-économique. Le classement en ZRR permet aux entreprises de ces territoires de bénéficier **d'avantages fiscaux et sociaux**.



*D'après source : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire*



# Le contexte économique

## L'emploi très fortement concentré dans les principaux pôles d'activités

➤ Plus de 48 700 emplois salariés dans le secteur privé non agricole du bassin.

➤ Près de **7 emplois sur 10** sont localisés dans l'**agglomération bloisaise** (pour seulement 43 % de la population du bassin d'emploi). L'agglomération regroupe par ailleurs l'essentiel des emplois administratifs.

➤ La structure par grand secteur montre que les **services sont plus développés** en Blaisois que dans les territoires de référence. Le poids de l'industrie y est au contraire plus réduit, malgré la présence de quelques grands établissements.

➤ **En 10 ans**, le bassin de Blois a gagné plus de **5 200 emplois**, soit une hausse de 12,1 %. Globalement, les évolutions apparaissent plus modérées que dans le reste du département.

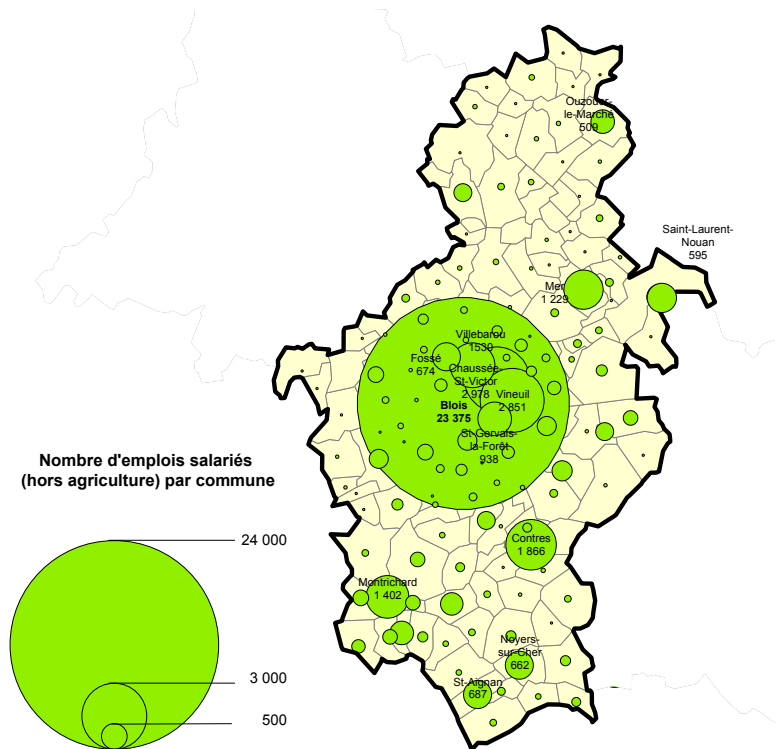
➤ Seul le **secteur industriel s'est contracté**. Il résiste encore dans quelques territoires, notamment dans le Controis où il s'est développé. Dans les cantons d'Herbault et de Montrichard il concentre encore le tiers des emplois salariés du secteur privé contre 1 sur 5 en moyenne sur l'ensemble du territoire d'étude.

➤ Si la construction a connu une hausse importante d'activité dans la période récente (25 % d'emplois supplémentaires en 10 ans), le **véritable moteur de l'emploi** se trouve néanmoins dans les **services** (7 emplois créés sur 10).

➤ L'**agglomération de Blois** conforte son poids avec plus de 2 400 emplois supplémentaires, principalement dans les services.

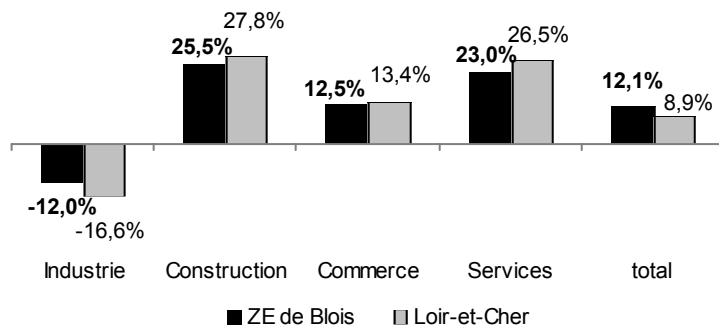
➤ Parallèlement, on observe l'**émergence du pôle controis** (hausse de 59 % des emplois salariés du secteur privé en 10 ans), un **développement** significatif de l'emploi salarié à **Montrichard** et **Herbault** ainsi qu'une **reprise sensible à Mer** après les lourdes pertes connues à la fin des années 90.

Nombre d'emplois salariés du secteur privé non agricole au 31/12/2007 par commune



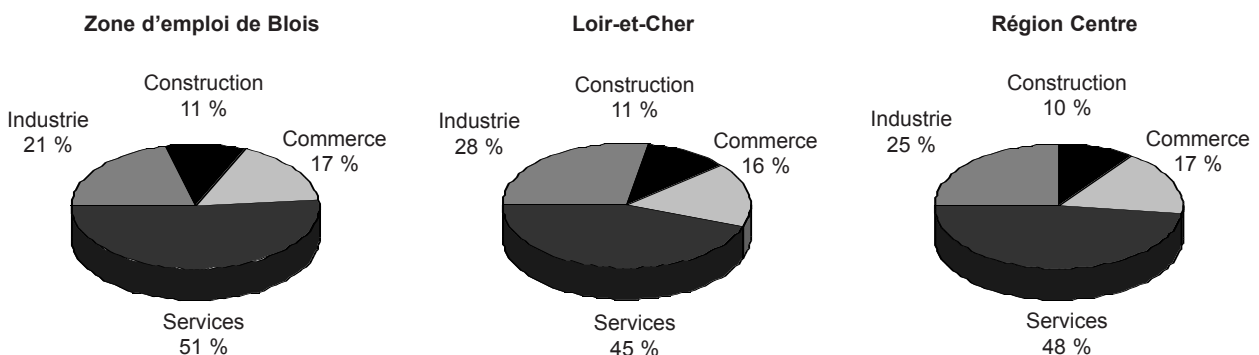
D'après source : UNEDIC - 2007, données provisoires

Evolution du nombre d'emplois salariés du secteur privé non agricole entre 1998 et 2007



D'après source : UNEDIC - 2007, données provisoires

Répartition comparée du nombre d'emplois salariés du secteur privé par grand secteur en 2007



D'après source : UNEDIC - 2007, données provisoires

## L'activité économique présente certaines spécificités

➤ Alors que le poids de l'**industrie** est globalement plus faible que dans la région, on remarque **trois spécificités très fortes** du Blaisois dans ce secteur : les **équipements automobiles** (Delphi, Valéo, etc.) ; l'ensemble **cosmétologie-pharmacie** (inclus ici dans l'industrie chimique) et l'**agroalimentaire**. Cette dernière est notamment très présente à Contres.

➤ Dans les **services**, le tissu économique de la zone d'emploi compte **deux points spécifiques** : l'**administration publique** (rappelons que le champ Unedic ne couvre pas la fonction publique - il s'agit ici d'organismes privés d'administration, comme les compagnies consulaires par exemple) et la **santé - action sociale**. Cette activité comprend l'ensemble des services et établissements d'accueil de personnes âgées, handicapées, ainsi que de nombreuses structures, notamment associatives, œuvrant dans le domaine social. Basées pour beaucoup à Blois, elles ont le plus souvent un rayonnement départemental.

La spécificité se mesure par l'intermédiaire d'un indice calculé ainsi :

part de la branche N dans le total des emplois du territoire

part de la branche N dans le total des emplois de la région

Les données utilisées sont celles de l'Unedic au 31/12/2007 (provisoires).

Un indice supérieur à 1 est signe d'une spécificité du périmètre dans l'activité concernée.

### Précisions de nomenclature

- les équipementiers automobiles se trouvent dans la branche "Fabrication de matériel de transport" ;

- la rubrique "Immobilier, location et services aux entreprises" comprend l'intérim, quelle que soit la branche dans laquelle travaillent les salariés.

Ne figurent dans ces tableaux par canton que les activités ayant un nombre d'emploi significatif par rapport au total.

### Spécificité de l'activité économique de la zone d'emploi de Blois

Intitulé de la nomenclature des activités (31 postes)	Nb emplois	Indice de spécificité
Extraction de produits non énergétiques	28	0,48
Industries agricoles et alimentaires	1 713	<b>1,12</b>
Industrie textile et habillement	164	0,62
Industrie du cuir et de la chaussure	155	1,04
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	194	0,82
Industrie du papier et du carton ; édition et imprimerie	653	0,73
Industrie chimique	1 385	<b>1,32</b>
Industrie du caoutchouc et des plastiques	829	0,77
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	100	0,19
Métallurgie et travail des métaux	1 240	0,67
Fabrication de machines et équipements	646	0,42
Fabrication d'équipements électriques et électroniques	672	0,50
Fabrication de matériel de transport	2 059	<b>2,52</b>
Autres industries manufacturières	373	0,69
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	54	0,31
Construction	5 162	1,06
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	8 162	0,97
Hôtels et restaurants	2 192	1,04
Transports et communications	2 573	0,93
Activités financières	1 291	0,98
Immobilier, location et services aux entreprises	9 555	1,02
Administration publique	1 038	<b>1,66</b>
Education	615	0,88
Santé et action sociale	5 416	<b>1,29</b>
Services collectifs, sociaux et personnels	2 489	1,08
<b>TOTAL</b>	<b>48 758</b>	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

### Spécificités significatives par canton

Cantons de Blois	Nb emplois	Indice de spécificité
Industrie chimique	938	1,44
Fabrication de matériel de transport	1 996	<b>3,91</b>
Activités financières	1 121	1,36
Immobilier, location et services aux entreprises	6 850	1,17
Administration publique	1 035	2,66
Education	489	1,12
Santé et action sociale	3 815	1,46
Services collectifs, sociaux et personnels	1 604	1,11
<b>TOTAL</b>	<b>30 423</b>	-

Canton de Bracieux	Nb emplois	Indice de spécificité
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	112	<b>11,65</b>
Construction	289	1,45
Hôtels et restaurants	215	2,49
Transports et communications	224	1,99
Services collectifs, sociaux et personnels	213	2,26
<b>TOTAL</b>	<b>1 989</b>	-

Canton de Contres	Nb emplois	Indice de spécificité
Industries agricoles et alimentaires	559	<b>5,54</b>
Construction	671	2,08
Transports et communications	261	1,43
<b>TOTAL</b>	<b>3 214</b>	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

Canton de Herbault	Nb emplois	Indice de spécificité
Industries agricoles et alimentaires	118	2,77
Industrie chimique	172	<b>5,92</b>
Construction	219	1,61
Santé et action sociale	135	1,16
Services collectifs, sociaux et personnels	107	1,66
<b>TOTAL</b>	<b>1 355</b>	-

Canton de Marchenoir	Nb emplois	Indice de spécificité
Métallurgie et travail des métaux	50	2,48
Construction	102	1,91
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	104	1,13
Santé et action sociale	140	<b>3,06</b>
<b>TOTAL</b>	<b>532</b>	-

Canton de Mer	Nb emplois	Indice de spécificité
Métallurgie et travail des métaux	284	<b>4,53</b>
Construction	295	1,78
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	319	1,12
Transports et communications	128	1,37
Santé et action sociale	198	1,39
<b>TOTAL</b>	<b>1 653</b>	-

Canton de Montrichard	Nb emplois	Indice de spécificité
Industries agricoles et alimentaires	137	1,14
Industrie du cuir et de la chaussure	155	13,28
Industrie chimique	119	1,46
Industrie du caoutchouc et des plastiques	571	<b>6,75</b>
Construction	422	1,11
Santé et action sociale	511	1,56
<b>TOTAL</b>	<b>3 812</b>	-

Canton de Ouzouer-le-Marché	Nb emplois	Indice de spécificité
Industrie du caoutchouc et des plastiques	50	3,55
Construction	120	1,89
Transports et communications	245	<b>6,82</b>
<b>TOTAL</b>	<b>635</b>	-

Canton de Saint-Aignan	Nb emplois	Indice de spécificité
Métallurgie et travail des métaux	109	1,36
Autres industries manufacturières	184	7,84
Construction	496	<b>2,35</b>
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	489	1,34
Hôtels et restaurants	108	1,18
Transports et communications	197	1,65
Services collectifs, sociaux et personnels	112	1,12
<b>TOTAL</b>	<b>2 111</b>	-

Canton de Vineuil	Nb emplois	Indice de spécificité
Industrie chimique	150	2,31
Commerce ; réparation automobile et d'articles domestiques	1254	<b>2,39</b>
Hôtels et restaurants	158	1,20
Immobilier, location et services aux entreprises	861	1,48
<b>TOTAL</b>	<b>3 034</b>	-

D'après source : UNEDIC - 2007 (données provisoires)

# Un tissu de petites entreprises

## Répartition des entreprises ressortissantes de la CCI par activité et par taille en 2008 Zone d'emploi de Blois

	Moins de 10	de 10 à 19	de 20 à 49	de 50 à 99	de 100 à 249	Plus de 250	Total
Agriculture, sylviculture et pêche	151	1		1			153
Industries extractives	8	1					9
Industrie manufacturière	429	35	43	17	18	5	547
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	18					3	21
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	17	4	4	1			26
Construction	656	49	39	8	2	1	755
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 571	74	61	13	3	3	1 725
Transports et entreposage	172	26	10	5	7		220
Hébergement et restauration	547	24	12	1			584
Information et communication	90	6	5	1		1	103
Activités financières et d'assurance	278	8	7	1	1		295
Activités immobilières	210	2	3	2			217
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	346	21	4	4	3		378
Activités de services administratifs et de soutien	253	3	9	5	8	2	280
Enseignement	39	1					40
Santé humaine et action sociale	27	6	8	1	1	1	44
Arts, spectacles et activités récréatives	56	1	1				58
Autres activités de services	312	2			3		317
<b>TOTAL</b>	<b>5 180</b>	<b>264</b>	<b>206</b>	<b>60</b>	<b>46</b>	<b>16</b>	<b>5 772</b>

Source : CCI de Loir-et-Cher (décembre 2008)

➤ **9 entreprises sur 10** de l'industrie, du commerce et des services (CCI) comptent **moins de 10 salariés**. A l'opposé, 2 sur 100 en comptent plus de 50.

➤ Ces proportions ne varient que très peu d'une zone d'emploi à l'autre au sein du département.

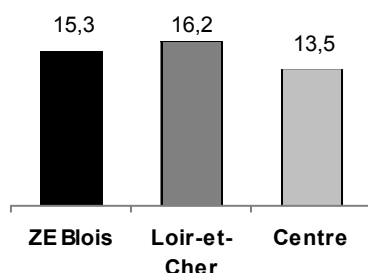
➤ Dans l'**industrie** manufacturière, on recense **23 établissements de 100 salariés et plus**.

➤ Dans l'**artisanat**, deux activités dominent nettement : le **Bâtiment (44 % des entreprises)** et les **transports-services (30 %)**.

➤ Au cours de la décennie, l'**artisanat a retrouvé un nouveau souffle**. Le territoire a gagné 380 entreprises, principalement dans les branches déjà citées.

➤ La **densité artisanale** de la zone d'emploi est un peu inférieure à celle du département, mais assez nettement plus élevée que dans le Centre.

### Densité artisanale pour 1 000 habitants en 2008



D'après sources : Chambre de Métiers et de l'Artisanat - INSEE

## Répartition des entreprises artisanales et des emplois par activité en 2008 - Zone d'emploi de Blois

	Nb d'entreprises	Part (%)	Nb d'emplois	Part (%)
Alimentation	310	11,0	552	9,9
Travail des métaux	134	4,7	718	12,9
Textile, habillement, cuir	21	0,7	15	0,3
Bois et ameublement	96	3,4	121	2,2
Autres fabrications	188	6,6	404	7,3
Bâtiment	1 245	44,0	2 326	41,9
Transport, réparation, autres services	837	29,6	1 417	25,5
<b>Total</b>	<b>2 831</b>	<b>100</b>	<b>5 553</b>	<b>100</b>

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher (décembre 2008)

## Evolution des entreprises artisanales par activité entre 2000 et 2008 - Zone d'emploi de Blois

			Evolution 2000-2008	
	2000	2007	2008	Nb d'entrep. %
Alimentation	316	297	310	-6 - 1,9
Travail des métaux	132	135	134	2 + 1,5
Textile, habillement, cuir	17	21	21	4 ns
Bois et ameublement	94	106	96	2 + 2,1
Autres fabrications	175	181	188	13 + 7,4
Bâtiment	990	1 194	1 245	255 + 25,8
Transport, réparation, autres services	731	804	837	106 + 14,5
<b>Total</b>	<b>2 455</b>	<b>2 738</b>	<b>2 831</b>	<b>376 + 15,3</b>

Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher (décembre 2008)

ns : non significatif

## La création d'entreprise a du succès

### Avertissement

Données par arrondissement (et non zone d'emploi)

➤ Les données 2008 sont encore provisoires, en particulier pour les radiations. Les conclusions sont donc à tirer avec beaucoup de précautions.

➤ Depuis 2004, le mouvement de création d'entreprise a connu un grand essor en France. Le Loir-et-Cher en a également bénéficié.

➤ Par rapport aux autres territoires du département, l'arrondissement de Blois a connu un phasage différent avec un démarrage plus rapide et un ralentissement également plus précoce. La part dans le total des créations est retombée à 46 % en 2008, alors qu'elle était montée à plus de 54 % en 2006.

➤ Les créations ont pour l'essentiel conforté le secteur des services et en particulier ceux destinés aux entreprises.

➤ La création d'entreprises artisanales a, elle aussi, connu une très nette recrudescence entre 2005 et 2007.

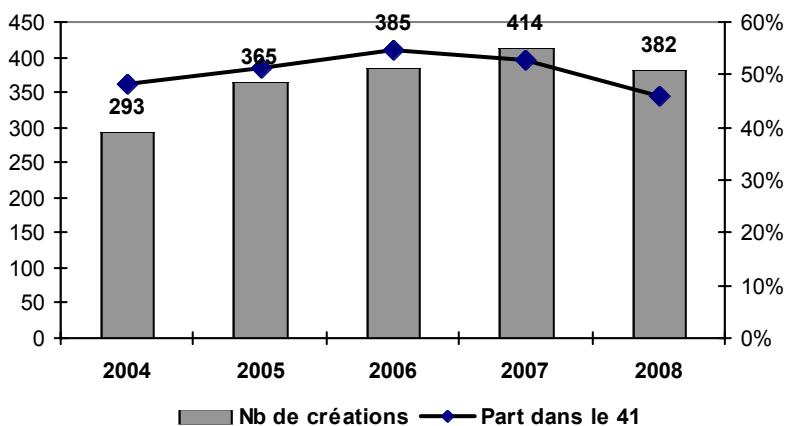
➤ L'arrondissement de Blois en a proportionnellement moins profité que les deux autres. Son poids dans le total des créations a fléchi. En 2008, il est inférieur à 47 %, alors qu'il dépassait la barre des 50 % auparavant.

### Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher (mouvements purs) - Arrondissement de Blois

	Immatriculations			Radiations			Solde 2007
	2007	2008*	Var.	2007	2008*	Var.	
Agriculture	15	4	+ 9	10	6	- 4	+ 5
Industrie	18	15	+ 3	14	14	-	+ 4
Construction	85	83	- 2	28	47	+ 19	+ 57
Tertiaire	296	280	- 16	154	156	+ 2	+ 142
dont Commerce	123	89	- 24	88	66	- 22	+ 35
Hôtel, café, rest.	23	29	+ 6	20	21	+ 1	+ 3
Transports	14	17	+ 3	10	10	-	+ 4
Services aux entrep.	105	114	+ 9	27	45	+ 18	+ 78
Serv. collectifs, santé	31	31	0	9	14	+ 5	+ 22
<b>Total</b>	<b>414</b>	<b>382</b>	<b>- 32</b>	<b>206</b>	<b>223</b>	<b>+ 17</b>	<b>+ 208</b>

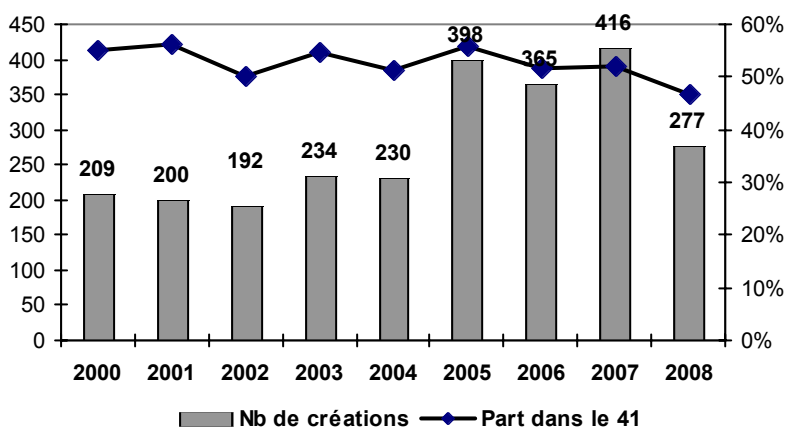
Source : CCI de Loir-et-Cher- \*2008 : données provisoires

### Evolution des créations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher (mouvements purs) - Arrondissement de Blois



D'après source : CCI de Loir-et-Cher- \*2008 : données provisoires

### Evolution des créations d'entreprises artisanales Arrondissement de Blois



D'après source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher

# Le marché du travail

## Très forte poussée du chômage

➤ Après un recul ininterrompu entre 2003 et 2007, le **nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 a brutalement augmenté en 2008**, en liaison avec le retournement de conjoncture.

➤ Dans la **Zone d'emploi de Blois**, l'évolution est de + **20,2 %**. Elle est supérieure à la moyenne départementale, et bien plus encore à celles de la région et de la France.

➤ Mise en place d'une **nouvelle comptabilisation du chômage** en 2009 (voir encadré ci-dessous). En **Loir-et-Cher**, au 30 avril (en données corrigées des variations saisonnières) :  
Cat A : 11 890 (+ 34 % en un an)  
Cat A+B+C : 18 391 (+ 19 % en un an).

La mise en œuvre de nouvelles règles de comptabilisation des chômeurs à partir de février 2009 perturbe singulièrement la production des statistiques par zone d'emploi. Aucune référence à des données antérieures ne peut pour l'instant être fournie. Seule une analyse en structure peut être réalisée. Nouvelles catégories :

Cat A : personnes immédiatement disponibles, n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent  
Cat B : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé moins de 78 h le mois précédent  
Cat C : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent

**Taux de chômage** au 31/12/2008 (le dernier connu pour les ZE)

ZE Blois : 6,9 %  
Loir-et-Cher : 6,8 %  
Centre : 6,9 %  
France : 7,8 %

*Données relatives aux catégories A, B et C cumulées*

➤ 10 323 demandeurs au 28 février 2009 (58 % du total départemental), dont 6 724 en cat A.

➤ Une proportion de **femmes** un peu inférieure à la moyenne du Loir-et-Cher.

➤ **17 % de jeunes** de moins de 25 ans.

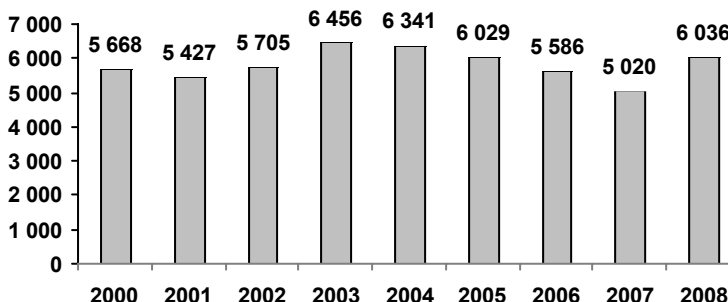
➤ **31 % de chômeurs de longue durée** (1 point de moins que dans le département), soit 3 224 demandeurs.

➤ Plus de **62 % de demandeurs qualifiés** (moins de 61 % en Loir-et-Cher).

➤ **53 % sont employés** (54 % dans le département).

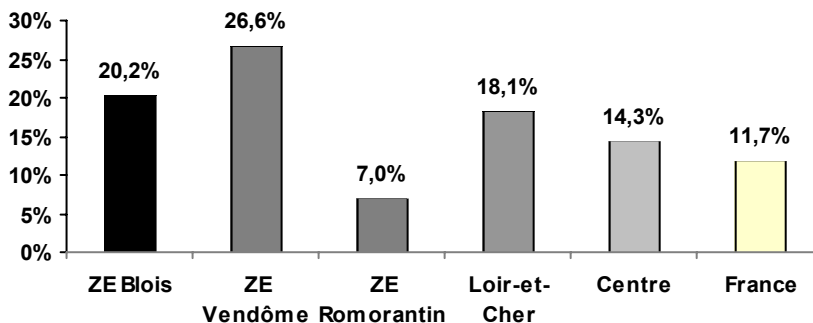
OS : Ouvrier Spécialisé  
OQ : Ouvrier Qualifié  
ENQ : Employé Non Qualifié  
EQ : Employé Qualifié  
TAM : Technicien, Agent de Maîtrise

Evolution du chômage (DEFM1) au 31/12 depuis 2000 - ZE Blois



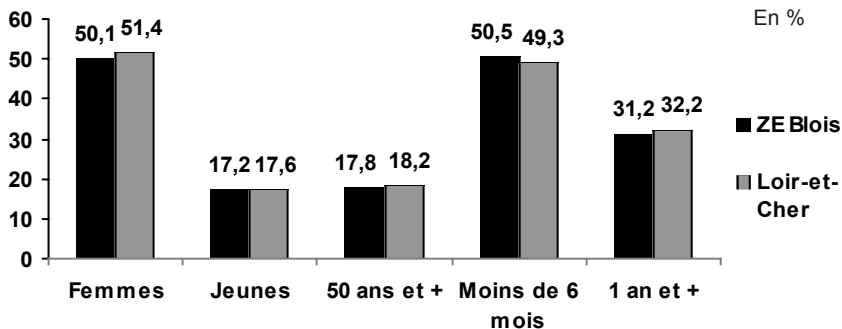
D'après source : Pôle emploi

Evolution comparée du chômage (DEFM1) en 2008



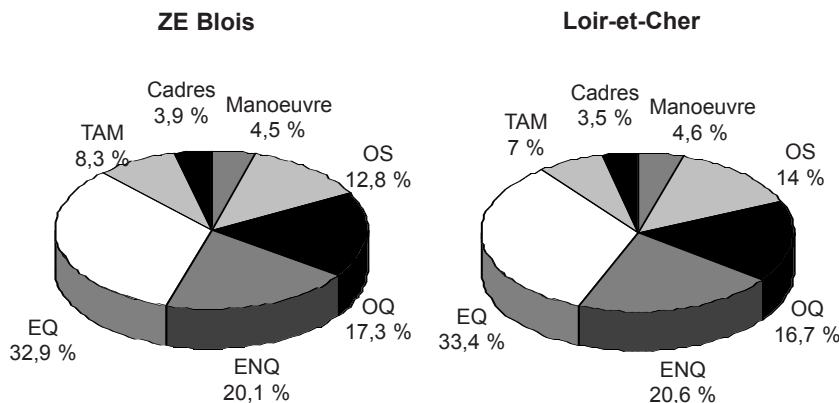
D'après source : Pôle emploi

Quelques caractéristiques des demandeurs d'emploi en février 2009



D'après source : Pôle emploi

Répartition des demandeurs d'emploi par qualification



D'après source : Pôle emploi

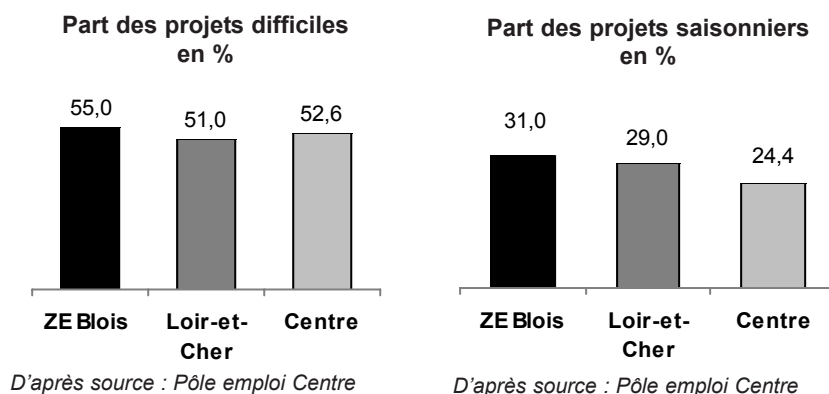
## Les métiers en tension

- **1 879 projets** de recrutement.
- **55 %** sont jugés **difficiles**, proportion légèrement supérieure aux moyennes du département et de la région. A noter que les difficultés apparaissent moins prégnantes que l'année précédente, quel que soit le territoire.
- Une **proportion assez importante de recrutements saisonniers (31 %)**.
- Les **5 métiers les plus recherchés** regroupent **30 % du total** des recrutements envisagés, comme en Loir-et-Cher (26 % dans le Centre).
- 2 des 3 premiers postes appartiennent à la branche de l'hôtellerie-restauration.

Aucune donnée n'est pour l'instant disponible sur le rapprochement entre offre et demande d'emploi en 2008.

Les seuls éléments mobilisables sont issus de l'enquête sur les besoins en main d'œuvre réalisée par les Assedic en région Centre en décembre 2008 pour les recrutements prévus en 2009. Compte tenu de l'évolution de la conjoncture, ces indications sont à considérer avec la plus grande prudence.

### Besoins en main d'oeuvre 2008



## Les 5 métiers les plus recherchés

### Zone d'emploi de Blois

	Nombre	Part en %
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	211	11,2
Agents d'entretien	99	5,3
Cuisiniers	94	5,0
Représentants, VRP	89	4,7
Agents et hôtesses d'accueil, standardistes	74	3,9

D'après source : Pôle emploi Centre

### Loir-et-Cher

	Part en %
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	9,7
Représentants, VRP	6
Cuisiniers	4,9
Agents d'entretien	4,8
Employés de maison et assistantes maternelles	4,2

### Région Centre

	Part en %
Employés de maison et assistantes maternelles	6,6
Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie	6,0
Animateurs socioculturels	5,9
représentants, VRP	4,2
Agents d'entretien	3,6

## Les allocataires de minima sociaux

➤ **Plus de 5 700 personnes** en âge d'être actifs sont **bénéficiaires de minima sociaux**.

➤ Les deux tiers des bénéficiaires de l'**API** du Loir-et-Cher résident dans la zone d'emploi, **45 % à Blois-même**.

➤ Les bénéficiaires de l'**AAH** sont proportionnellement nettement plus nombreux à **Blois** et dans le canton de **Montrichard**.

➤ La **ville de Blois** concentre également une proportion élevée de bénéficiaires du **RMI (le tiers des bénéficiaires du département)**.

➤ Près de **la moitié des bénéficiaires** sont **dans le dispositif depuis plus de 3 ans**.

➤ L'**ancienneté moyenne** dans la zone d'emploi est un peu supérieure à celle observée dans les autres secteurs. Elle est de **4 ans et 5 mois**. Elle atteint 5 ans dans les cantons de Bracieux, Montrichard et Saint-Aignan et avoisine 7 ans dans celui de Vineuil.

➤ Les bénéficiaires du RMI sont globalement **un peu plus jeunes dans la zone d'emploi de Blois** (65 % ont moins de 45 ans contre environ 61 % en Vendômois et Romorantinais).

➤ Leur **niveau d'études** y est globalement un peu **plus élevé** : 23 % disposent du niveau bac ou plus contre seulement 15 % dans le Romorantinais.

➤ **57 %** des bénéficiaires n'ont **aucune expérience professionnelle ou ont travaillé moins d'un an**.

➤ Plus du tiers avait déjà été présent auparavant dans le dispositif.

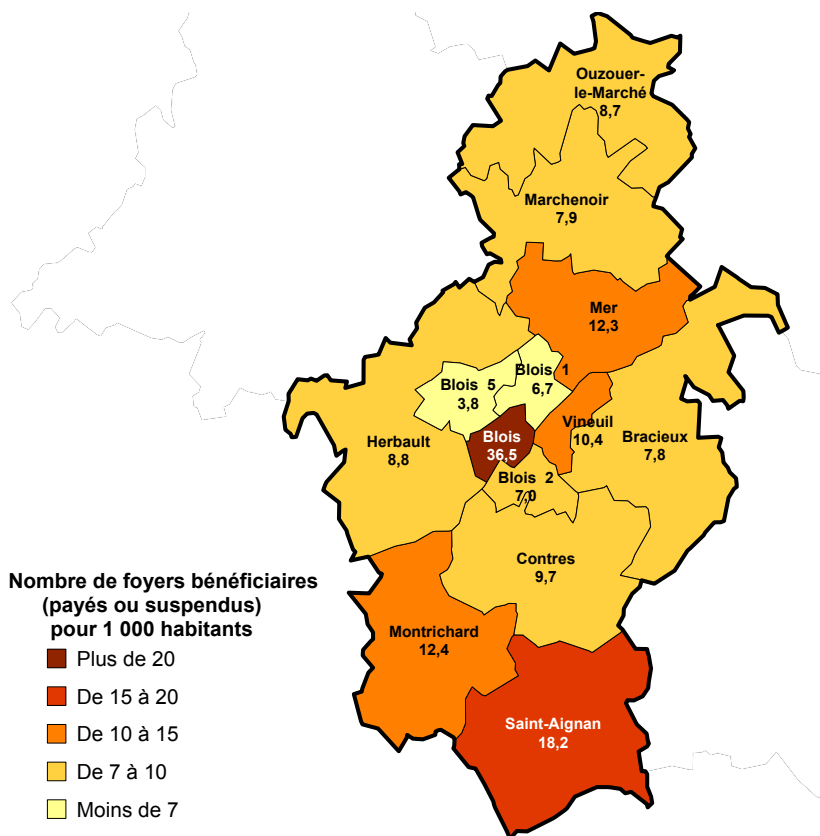
### Nombre de bénéficiaires de minima sociaux au 31/12/2007

	Bassin d'emploi nombre en 2007	Loir-et-Cher taux pour 1 000 hab.	Loir-et-Cher taux pour 1 000 hab.	Poids du bassin d'emploi
Allocataires du RMI	2 519	13,7	13,1	59 %
Allocataires de l'ASS*	1 028	5,6	5,7	55 %
Allocataires de l'AAH	1 745	9,5	10,1	53 %
Allocataires de l'API	430	2,3	2,0	67 %
<b>Total</b>	<b>5 722</b>	<b>31,0</b>	<b>30,9</b>	<b>57 %</b>

\* En 2008, le nombre d'allocataires de l'ASS a baissé de façon significative : 870 allocataires, soit 4,7 bénéficiaires pour 1 000 habitants.

D'après sources : CAF, MSA, Pôle Emploi

### Nombre de bénéficiaires du RMI pour 1 000 habitants par canton (présents dans le dispositif, payés ou suspendus)



D'après sources : Conseil général (données Perceaval) - INSEE (données 2006)

### Répartition des bénéficiaires du RMI présents au 31/12/2008 selon le niveau d'études par zone d'emploi

Zone d'emploi	Niveaux Vbis ou VI (fin de scolarisation obligatoire, sans diplôme, sans scolarité)	Niveau V (diplôme de niveau BEP, CAP)	Niveau I à IV (niveau bac ou plus)
ZE Blois	49%	28%	23%
ZE Romorantin	54%	31%	15%
ZE Vendôme	50%	30%	20%

■ Niveaux Vbis ou VI (fin de scolarisation obligatoire, sans diplôme, sans scolarité)

■ Niveau V (diplôme de niveau BEP, CAP)

■ Niveau I à IV (niveau bac ou plus)

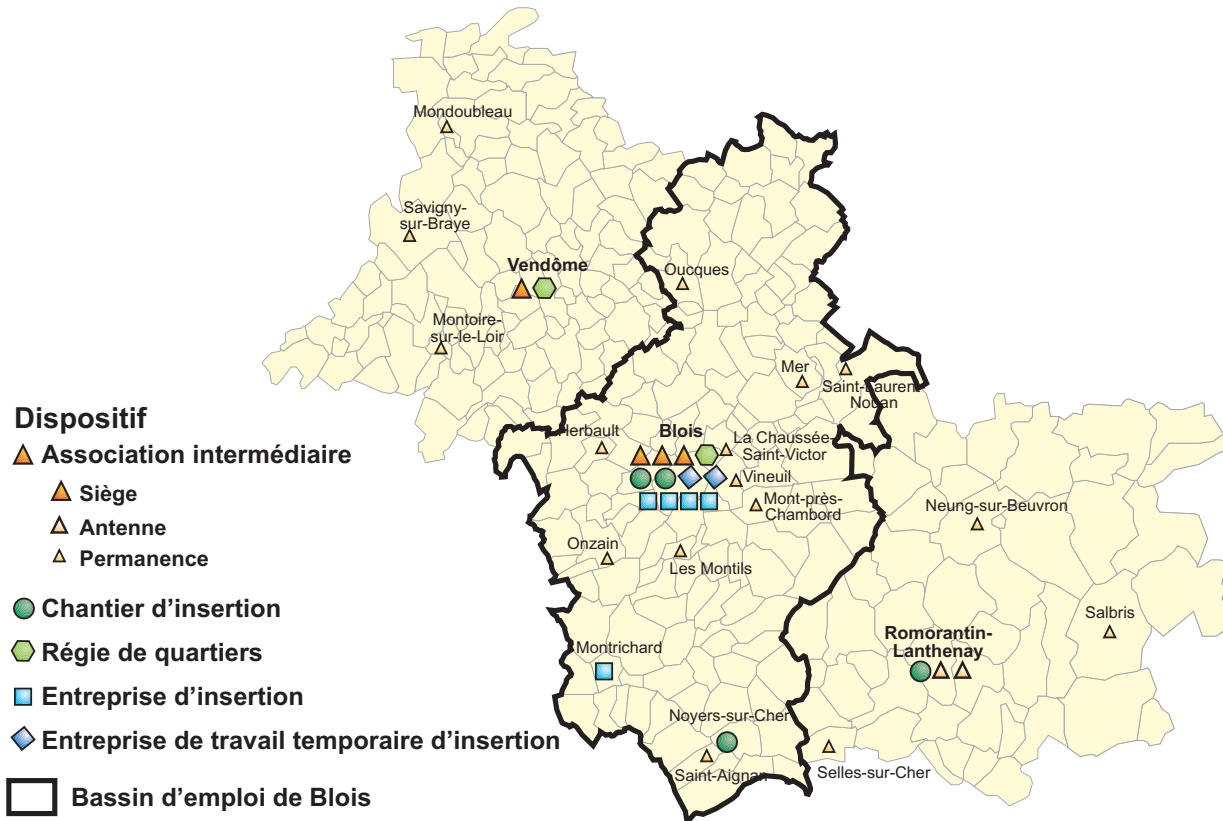
D'après source : Conseil général (données Perceaval)



# L'offre d'insertion

## Forte concentration des structures d'insertion par l'activité économique dans le bassin d'emploi de Blois

Localisation des structures d'insertion par l'activité économique au 1/01/2009



D'après sources : DDTEFP - SIAE

➤ **16 structures** d'insertion par l'activité économique étaient en activité en Loir-et-Cher au 31 décembre 2008 dont **13 sur le bassin d'emploi de Blois**. L'ensemble des EI et ETTI du département est localisé dans la zone d'emploi.

➤ **58 % des salariés en insertion résident dans le bassin de Blois** (62 % des emplois salariés privés, 58 % des demandeurs d'emploi).

➤ 81 % des salariés en insertion sont rattachés à une structure du bassin mais deux associations intermédiaires disposent d'antennes réparties sur le territoire départemental. Selon les données recueillies par Opus 3, **la moitié des salariés des AI proviennent du bassin d'emploi**.

➤ Ce dernier concentre **71 % des emplois proposés par les chantiers d'insertion, 48 % de ceux des régies**.

➤ Les deux entreprises de **travail temporaire d'insertion** sont localisées à Blois et embauchent principalement des personnes résidant dans l'agglomération : **93 % des recrutements se font dans le bassin de Blois**.

### Nombre de salariés en insertion par dispositif en 2008

**Avertissement** : Les salariés en insertion au sein des AI Eclair ou Eureka sont comptabilisés en totalité sur Blois même s'ils sont suivis sur les lieux de permanence ou dans les antennes répartis dans les autres bassins d'emploi.

	Bassin d'emploi		Loir-et-Cher	
	Nombre de structures	Nombre de salariés en insertion	Nombre de structures	Nombre de salariés en insertion
Associations intermédiaires	3	1 040	4	1 304
Chantiers d'insertion	3 (4)	104	4 (5)	147
Régies de quartiers	1 (3)	45	2 (4)	93
Entreprises d'insertion	5	61	5	61
Entreprise de travail temporaires d'insertion	2	245	2	245
<b>Total</b>	<b>13*</b>	<b>1 495</b>	<b>16*</b>	<b>1 850</b>

\* L'association Bio-Solidaire gère une entreprise d'insertion et deux chantiers d'insertion. Elle n'est comptabilisée qu'une fois dans le total.

D'après source : DDTEFP

## Répartition géographique des salariés en insertion en 2008

➤ Les structures permettent globalement d'accueillir des **personnes provenant de la quasi totalité du territoire**. On constate cependant l'**absence de salariés provenant du secteur d'Ouzouer-le-Marché** où aucune permanence n'est assurée.

➤ **270 salariés résident dans la ZUS**, soit plus du tiers des salariés en insertion de la zone d'emploi.

➤ Les **salariés en insertion résident dans 6 communes sur 10** de la zone d'emploi. Ce maillage est principalement dû à la mise en place d'**antennes en milieu rural** par l'**AI Eclair**. Aucune précision n'est donnée sur le temps de travail de chacun des salariés et il est possible que dans certains secteurs les salariés n'aient pu accéder qu'à quelques heures de mission.

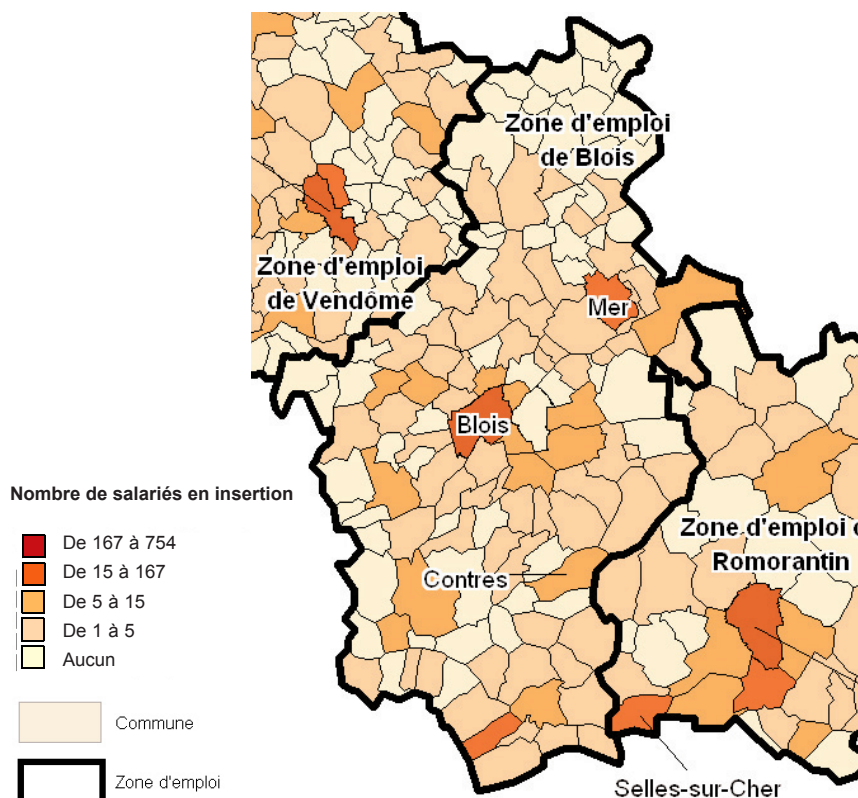
➤ Les **ETTI** captent un public en insertion parfois éloigné de Blois mais, à l'exception de communes périphériques ou des villes plus importantes comme Saint-Aignan, il s'agit d'effectifs très faibles (1 à 2 salariés). **80 % de leurs salariés habitent à Blois**.

➤ Les **EI** embauchent **principalement des résidents de Blois** (les données de Arc 41, basé à Vallières-les-Grandes ne sont pas prises en compte).

➤ Les zones de recrutement des **ACI** sont un peu plus étendues et diffuses, notamment en raison de la présence d'Interval en vallée du Cher.

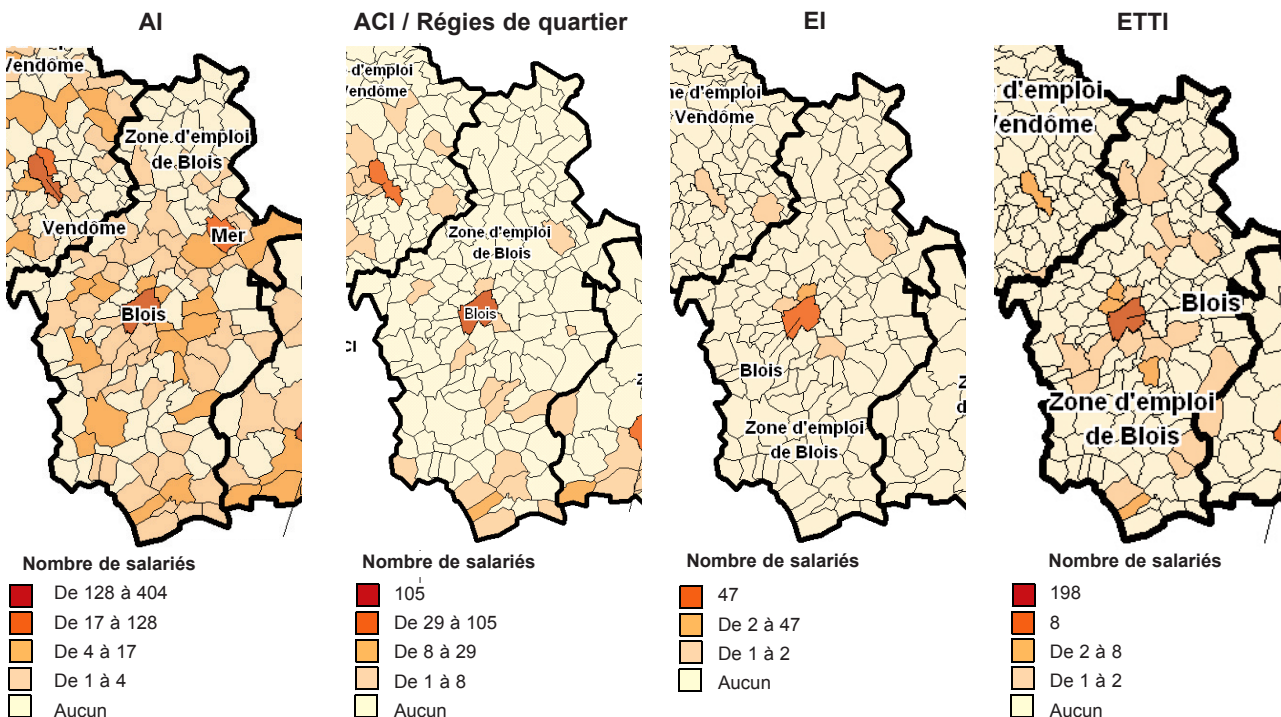
➤ On constate, dans les communes limitrophes de l'Indre-et-Loire, l'absence de salariés en insertion dans les structures du Loir-et-Cher, une offre d'insertion existant à Amboise.

Nombre de salariés en insertion dans les différentes SIAE du Loir-et-Cher en 2008 selon leur commune de résidence



Données et réalisation cartographique : OPUS 3

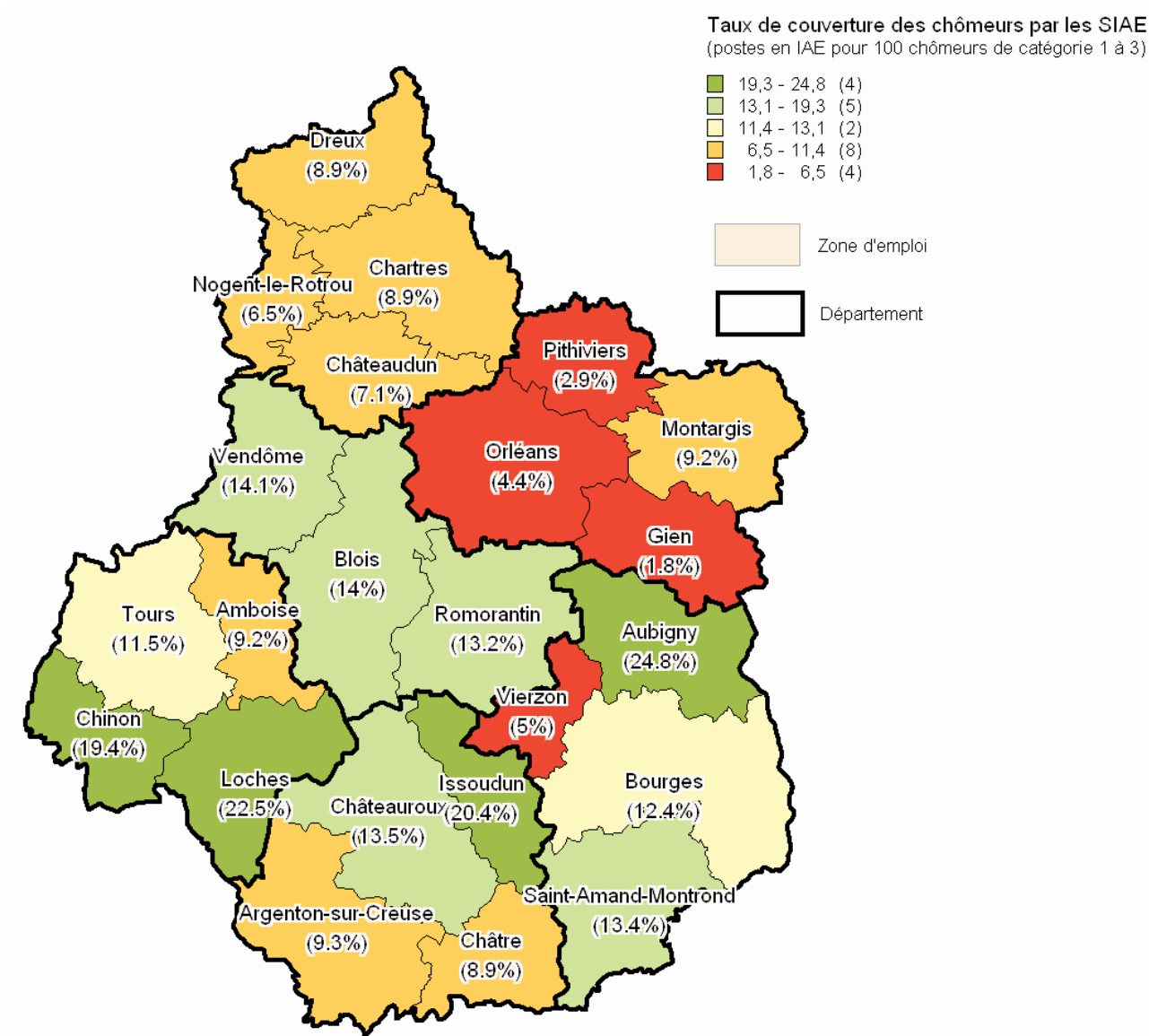
Nombre de salariés en insertion en 2008 selon leur commune de résidence et selon le type de structure



Données et réalisation cartographique : OPUS 3

## Un taux d'équipement équilibré entre les zones d'emploi du Loir-et-Cher

Taux d'équipement pour 100 demandeurs d'emploi de catégorie 1 à 3



Données et réalisation cartographique : OPUS 3

- En moyenne, le département compte près de **14 postes d'insertion pour 100 demandeurs d'emploi** (de catégories 1 à 3). Le **Loir-et-Cher** apparaît donc nettement **mieux doté** que le Loiret et l'Eure-et-Loir (entre 2 et 9 postes pour 100 chômeurs selon les zones d'emploi) ou que les zones d'emploi d'Amboise, Tours ou Vierzon.
- L'**offre** est plutôt **équilibrée entre les trois zones d'emploi**, les écarts étant inférieurs à 1 poste pour 100 demandeurs d'emploi.

## Hausse sensible du nombre de salariés en insertion en 2008

➤ Le nombre total de salariés en insertion progresse en 2008 de 5,5 % dans le bassin de Blois (+ 6 % en Loir-et-Cher où une hausse de 4,4 % avait déjà été enregistrée en 2007).

➤ Dans les chantiers d'insertion et régies de quartier l'augmentation apparaît particulièrement importante (+ 38 % en 2008 en moyenne) en raison de la création fin 2007 d'une nouvelle structure (Interval) et la mise en place d'un troisième chantier au sein de la Régie de quartier de Blois.

➤ Le nombre de personnes mises à disposition au sein des associations intermédiaires est stable en 2008 ; le volume en équivalent temps plein augmente légèrement (+ 3,2 %, soit 2 points de moins qu'en moyenne départementale).

➤ Les entreprises de travail temporaire d'insertion ont proposé une mission à un plus grand nombre de personnes, en 2008, pour un volume horaire moindre : le nombre de salariés ayant travaillé est en hausse de 17 % mais le nombre d'emplois en équivalent temps plein baisse de 2 %.

➤ 175,5 postes sont conventionnés dans la zone d'emploi de Blois en 2009 (soit 78 % du total départemental) :

- 71 contrats aidés dans les chantiers d'insertion
- 30 pour les chantiers de la régie de quartier
- 36 postes dans les entreprises d'insertion
- 38,5 postes d'insertion en ETP dans les ETTI.

### Evolution du nombre de salariés en insertion par dispositif

	Nombre de salariés en insertion dans le bassin d'emploi		Evolution 08/07 (en %)	
	2007	2008	Bassin d'emploi	Loir-et-Cher
Associations intermédiaires	1 040	1 040	0 %	1,2 %
Chantiers d'insertion	75	104	+ 38,7 %	+ 27,8 %
Régies de quartiers	33	45	+ 36,4 %	+ 27,4 %
Entreprises d'insertion	60	61	+ 1,7 %	+ 1,7 %
Entreprise de travail temporaires d'insertion	209	245	+ 17,2 %	+ 17,2 %
<b>Total</b>	<b>1 417</b>	<b>1 495</b>	<b>+ 5,5</b>	<b>+ 6,0 %</b>

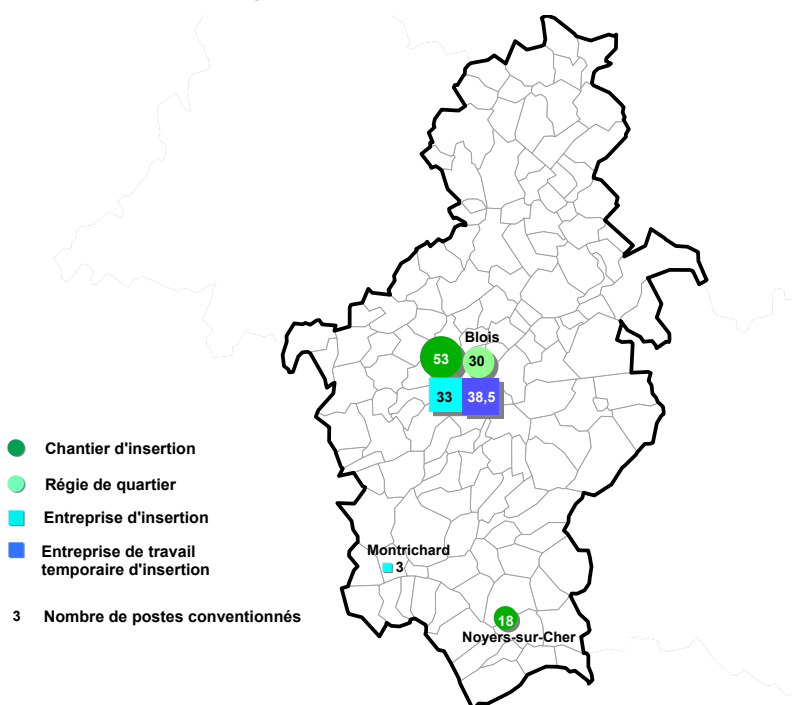
D'après source : DDTEFP

### Evolution du nombre de salariés en insertion en ETP (équivalent temps plein) par dispositif

	Nombre d'emplois en ETP dans le bassin d'emploi		Evolution 08/07 (en %)	
	2007	2008	Bassin d'emploi	Loir-et-Cher
Associations intermédiaires	106,06	109,48	+ 3,2%	+ 5,5%
Chantiers d'insertion	nc	43,43	-	-
Régies de quartiers	nc	18,63	-	-
Entreprises d'insertion	31,05	32,86	+ 5,8%	+ 5,8%
Entreprise de travail temporaires d'insertion	32,71	32,07	- 2,0%	- 2,0%
<b>Total</b>	<b>nc</b>	<b>236,47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

D'après source : DDTEFP

### Répartition des postes conventionnés et contrats aidés par commune et par type de structure au 1/01/2009



D'après source : DDTEFP

## 26 % de sorties vers l'emploi durable

La circulaire DGEFP n° 2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures de l'insertion par l'activité économique définit **trois catégories** de sorties appelées **sorties " dynamiques "** :

- Les **sorties vers l'emploi durable** (CDI, CDD ou missions d'intérim de 6 mois et plus, titularisation dans la fonction publique et création d'entreprise) ;
- Les **sorties vers "un emploi de transition"** (CDD ou missions d'intérim de moins de 6 mois - contrats aidés chez un employeur de droit commun) ;
- Les **sorties positives** (formations pré-qualifiantes ou qualifiantes, embauches dans une autre SIAE, ...).

➤ Tous motifs confondus, 46 % des personnes en insertion sont sorties des dispositifs dans l'année : 1 sur 3 pour les Régies de quartiers, 1 sur 2 pour les Associations intermédiaires. Dans les AI, comme dans les ETTI, les personnes n'ayant pas été mises à disposition pendant plus de 6 mois devront désormais être comptabilisées comme sorties.

➤ Les **objectifs fixés au plan national** fin 2008, et à atteindre dans les trois ans, sont de **60 % minimum pour les sorties dynamiques et 25 % minimum d'insertion dans l'emploi durable**. Le taux de sortie en emploi durable sera modulé selon la nature des structures et le contexte local.

➤ Globalement en 2008, seules les ETTI auraient atteint ce double objectif avec 67 % de sorties dynamiques. Ce résultat serait cependant inférieur si la définition des sorties précisée dans la circulaire avait été appliquée. Conformément aux attentes, la **proportion de personnes sorties vers un emploi durable ou transitoire** est nettement **plus élevée** que dans les autres dispositifs (59 % contre 34 % en moyenne pour les autres structures).

➤ Le **taux d'insertion dans l'emploi durable est globalement dépassé dans les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires**. On observe à l'inverse une faible proportion de personnes disposant d'un emploi transitoire à sa sortie (1 sur 10 en EI et moins d'1 sur 10 en AI).

➤ Les **chantiers d'insertion et régies de quartier** enregistrent les plus faibles **taux de sortie** vers l'emploi. Les résultats apparaissent **en deçà des objectifs** y compris pour les sorties "positives".

➤ Pour l'ensemble des dispositifs, on constate d'ailleurs une **faible orientation vers des formations qualifiantes ou pré-qualifiantes ou la poursuite d'un parcours d'insertion** au sein d'une autre structure (13 % des sorties).

### Nombre de sorties des structures d'insertion en 2008

	Nombre de sorties				Nombre total de sorties
	en emploi durable	en emploi de transition	positives	dynamiques (selon circulaire de déc 2008)	
Associations intermédiaires	141	40	68	249	516
Chantiers d'insertion	7	5	9	21	45
Régies de quartiers	2	1	2	5	15
Entreprises d'insertion	8	3	2	13	27
Entreprise de travail temporaires d'insertion	26	30	8	64	95
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>79</b>	<b>89</b>	<b>352</b>	<b>698</b>

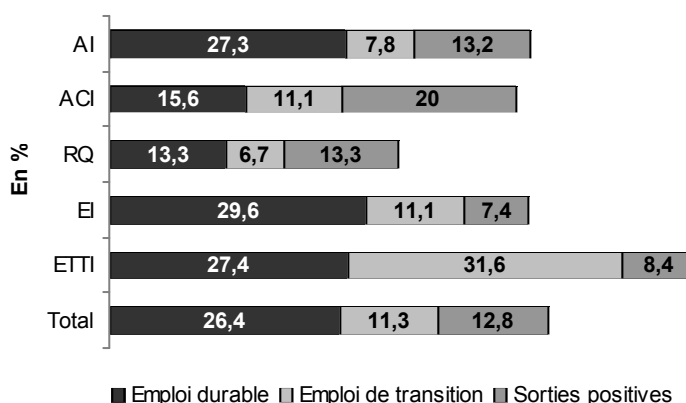
D'après source : DDTEFP

### Taux moyen de sorties dynamiques des SIAE en 2008

	Taux moyen de sorties dynamiques			
	en emploi durable	en emploi de transition	positives	dynamiques (selon circulaire de déc 2008)
Associations intermédiaires	27,3	7,8	13,2	48,3
Chantiers d'insertion	15,6	11,1	20,0	46,7
Régies de quartiers	13,3	6,7	13,3	33,3
Entreprises d'insertion	29,6	11,1	7,4	48,1
Entreprise de travail temporaires d'insertion	27,4	31,6	8,4	67,4
<b>Total</b>	<b>26,4</b>	<b>11,3</b>	<b>12,8</b>	<b>50,4</b>

D'après source : DDTEFP

### Taux moyen de sorties dynamiques des SIAE en 2008



D'après source : DDTEFP

### Taux de sorties sur d'autres dispositifs en 2008

	Bassin d'emploi		Loir-et-Cher	
	en emploi durable	en emploi de transition ou en formation	en emploi durable	en emploi de transition ou en formation
CIVIS*	46,4 %	-	43,7 %	-
Accompagnement professionnel RMI**	-	-	20 %	27 %

\* CIVIS : Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (contrat d'accompagnement personnalisé vers l'emploi destiné aux jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle ou sans qualification)

\*\* 256 bénéficiaires du RMI ont bénéficié d'un accompagnement professionnel personnalisé. Les sorties en emploi durable intègrent ici la formation qualifiante.

D'après sources : Conseil général de Loir-et-Cher, Missions locales

# Caractéristiques et indicateurs sur le suivi et l'accompagnement des publics ciblés

Une personne en insertion sur 2 est chômeur de longue durée, une sur 4 bénéficiaire du RMI

➤ **56 % des salariés en insertion** dans le bassin de Blois **sont des femmes** (elles occupent 46 % des emplois salariés privés et représentent 49 % des demandeurs d'emploi du territoire). La **proportion** de femmes dans les structures est **étroitement liée aux activités** proposées. Elles sont donc nettement plus nombreuses dans les AI (à l'exception de la Petite Ruche) et à la Régie de Blois dans les chantiers "boutique" et "nettoyage de cage d'escalier".

➤ **Le tiers des personnes mises à disposition par les ETTI a moins de 26 ans.**

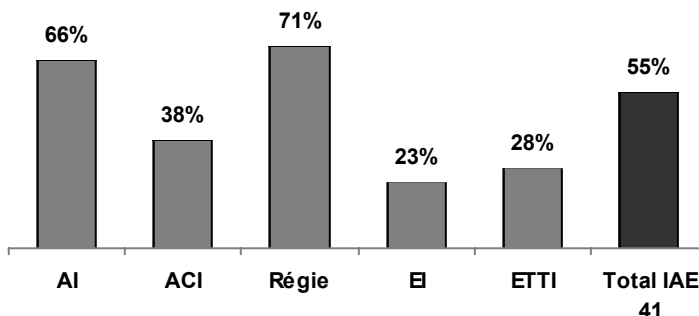
➤ A l'inverse **les AI** ont proposé des missions à une **proportion plus élevée** de personnes âgées de **50 ans ou plus (29 %)**, soit 300 séniors.

➤ **3 postes sur 10** sont occupés par des bénéficiaires de **minima sociaux**, plus de 7 sur 10 dans les chantiers et régie de quartier. Les bénéficiaires du RMI y sont largement majoritaires ; ils représentent plus des deux-tiers du public accueilli par ces structures.

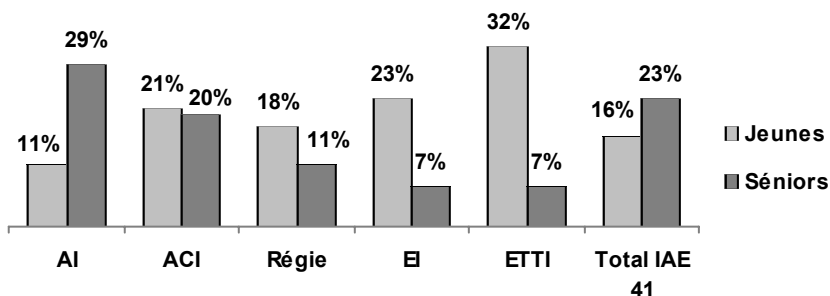
➤ Les chantiers d'insertion accueillent une plus grande proportion de personnes en situation de handicap ; ce constat a déjà été dressé dans des études antérieures. Notons cependant que les **AI de Blois** ont confié des **missions à plus de 100 personnes reconnues travailleurs handicapés** au cours de l'année.

Aucun objectif n'a été fixé dans le cadre du CDIAE pour l'accueil de public prioritaire.

Part des femmes parmi les personnes en insertion en 2008

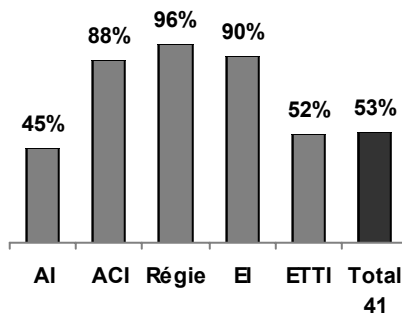


Part des jeunes et des séniors parmi les personnes en insertion en 2008

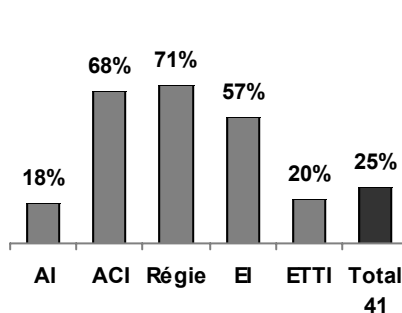


Part des personnes en insertion en 2008...

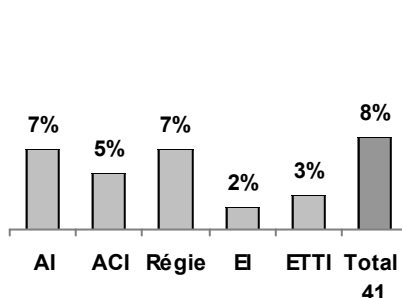
... demandeurs d'emploi de longue durée



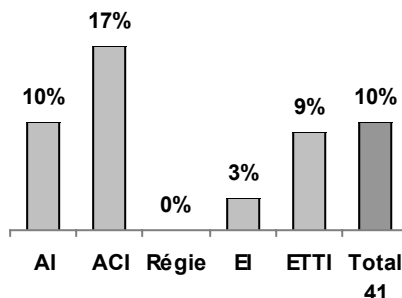
... bénéficiaires du RMI



... bénéficiaires de l'API ou de l'ASS



... reconnues travailleurs handicapés

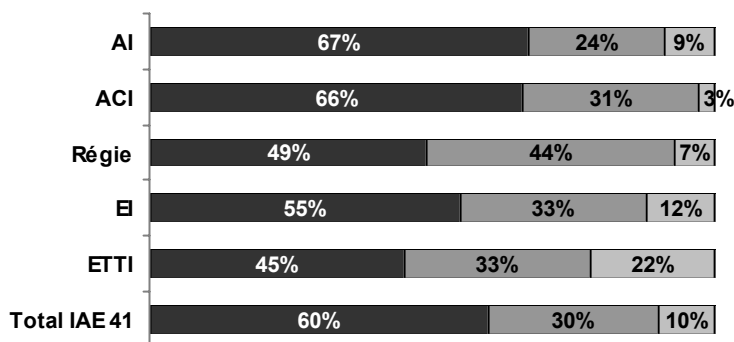


D'après source : DDTEFP

➤ Les **personnes** en insertion en **ETTI**, globalement plus jeunes, sont également **davantage diplômées** : plus de la moitié disposent au minimum d'un diplôme de niveau BEP ou CAP et plus de 1 sur 5 a au moins le niveau bac.

➤ Dans les **chantiers** d'insertion et les **associations intermédiaires**, les **deux-tiers** des personnes n'ont **aucun diplôme**.

Répartition des personnes en insertion en 2008 selon le niveau d'étude et le dispositif d'insertion



■ Niveaux Vbis ou VI (fin de scolarisation obligatoire, sans diplôme, sans scolarité)  
 ■ Niveau V (diplôme de niveau BEP, CAP)  
 ■ Niveau I à IV (niveau bac ou plus)

D'après source : DDTEFP

## Des difficultés sociales plus marquées dans les chantiers d'insertion et la régie de quartier

Les données relatives aux difficultés des publics nécessitent une certaine **prudence dans l'interprétation**. Elles reflètent le **sentiment des responsables** de structures et sont donc très subjectives.

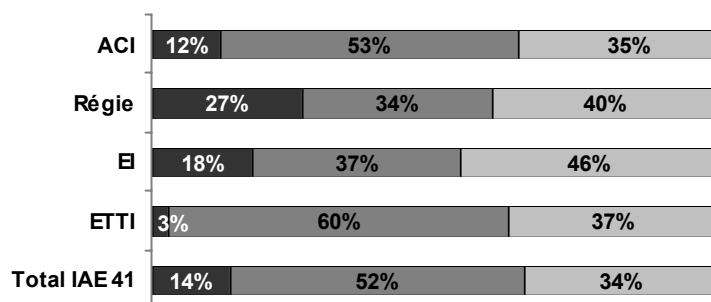
Les écarts parfois importants entre deux structures et certaines incohérences témoignent des **difficultés d'appréhender ces questions**. Ils montrent aussi la nécessité d'engager une **réflexion pour la mise en place d'outils communs de mesure** afin d'avoir une vision plus juste et partagée par tous de la situation sociale des publics en insertion.

➤ Globalement, les **chantiers d'insertion et la régie** accompagnent des **personnes qui rencontrent davantage de difficultés sociales, parfois cumulées**. Les difficultés de santé y semblent plus fréquentes, plus de 6 salariés sur 10 ne possèdent pas le permis de conduire (près de 9 sur 10 à la Régie de Blois). La proportion de personnes analphabètes ou illettrées est élevée (entre le quart et le tiers des salariés en insertion selon les structures).

➤ L'**absence d'expérience professionnelle** concernerait **3 personnes sur 10 dans les AI** du Loir-et-Cher (selon les données transmises par OPUS3) et plus de **5 sur 10** n'auraient bénéficié que d'**emplois précaires**.

➤ Les différents indicateurs soulignent très logiquement l'**accueil par les ETTI d'un public beaucoup plus proche de l'emploi** : meilleur niveau de qualification et expérience professionnelle quasi systématique, plus faible proportion de personnes rencontrant des difficultés de savoirs de base, moins de difficultés liées à la santé (sans doute en partie en raison d'un public plus jeune). Notons cependant que plus du tiers des salariés en insertion en ETTI ne dispose pas du permis de conduire.

Répartition des personnes en insertion en 2008 selon les périodes d'activité professionnelle antérieures



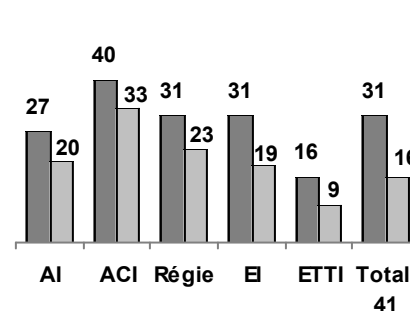
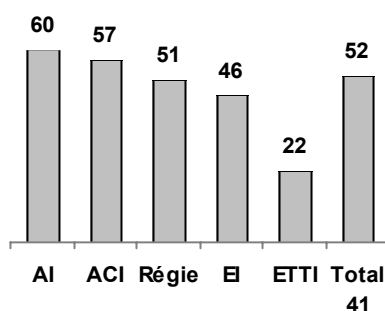
■ jamais travaillé en entreprise  
 ■ jamais travaillé plus d'un an en continu  
 ■ connu de longues périodes de salariat

D'après source : DDTEFP

Répartition (en %) des personnes en insertion en 2008...

... sans qualification ou sans expérience professionnelle

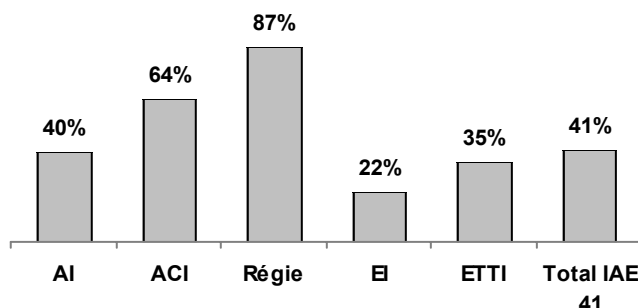
... en difficulté par rapport aux savoirs de base



■ abs ou non maîtrise des acquis scolaires  
 ■ analphabétisme, illettrisme

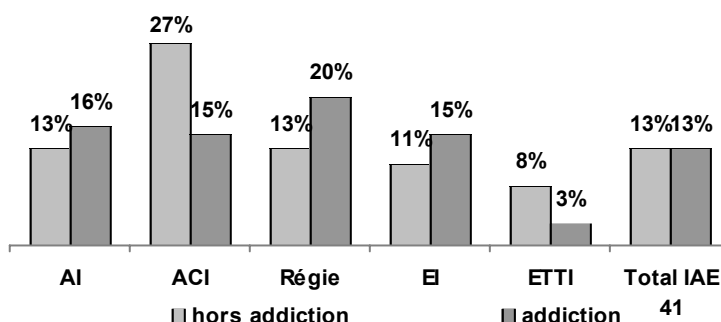
D'après source : DDTEFP

### Répartition des personnes en insertion en 2008 ne disposant pas du permis de conduire



D'après source : DDTEFP

### Répartition des personnes en insertion en 2008 rencontrant des difficultés de santé



D'après source : DDTEFP

## L'accompagnement des publics

➤ Les **candidatures spontanées** sont le **canal d'entrée dominant** dans les structures (45 % des salariés y ont eu recours). Seule la Régie de quartier en indique une plus faible proportion (30 %).

➤ Les **passages entre les structures de l'IAE** représentent le **second mode le plus usité**. Les disparités sont cependant importantes. Près de **3 embauches sur 10 en EI** font suite à l'orientation d'une personne en insertion par une autre structure. A l'inverse, les ETTI, considérées comme le dernier palier avant l'emploi de droit commun, n'accueillent que 6 % de salariés provenant d'autres SIAE.

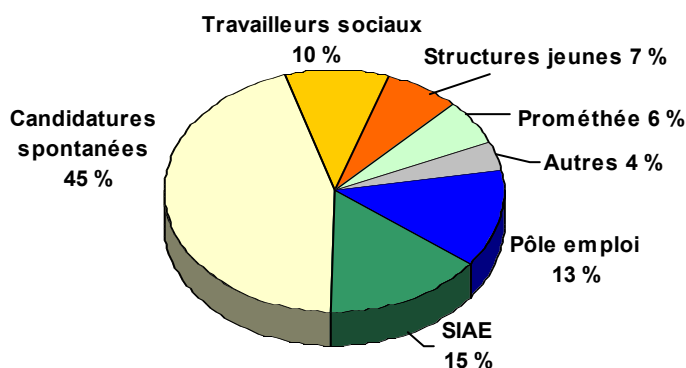
➤ Les **prescriptions de Pôle emploi** sont assez peu nombreuses : **un peu plus d'une entrée sur 10**, davantage dans les EI et en Régie (au moins 2 sur 10).

➤ Les travailleurs sociaux et les structures dédiées aux jeunes réalisent respectivement 10 et 7 % des prescriptions, un peu plus à la Régie et en ETTI.

➤ L'ACI Interval indique qu'un tiers des placements a été réalisé par la Maison de l'emploi de Val de Cher - Saint-Aignan.

## L'orientation des publics vers l'IAE et les difficultés de recrutement

### Répartition des salariés en insertion selon l'origine des prescriptions en 2008



D'après source : DDTEFP

Parmi les **difficultés de recrutement**, sont principalement mentionnés par les responsables l'**absence de motivation** des candidats et les **problèmes comportementaux** (assiduité, ponctualité, etc.).

Le recrutement apparaît plus difficile dans **certains secteurs d'activité** (second oeuvre bâtiment, agroalimentaire) ou pour **certains métiers** (chauffeurs-livreurs). L'AI Eclair souligne le décalage entre un public plutôt féminin et une demande des particuliers donneurs d'ordre pour des tâches plus masculines.



## L'accompagnement des publics dans leur parcours

➤ Les modalités d'**accompagnement social** sont variables selon les structures : lorsqu'il y a présence au sein de l'équipe encadrante d'un accompagnant socio-professionnel ou que la structure accueille un nombre restreint de salariés en insertion, il n'est fait appel à des prestataires externes que dans certains domaines (acquisition ou renforcement des savoirs de base, santé notamment, parfois la mobilité). Quelques responsables indiquent ne rien externaliser.

➤ La plupart des structures assurent **en interne** un **accompagnement professionnel** notamment autour du **projet professionnel** du salarié, de la **remobilisation à l'emploi**. Dans les ACI, Régie et EI la quasi-totalité des salariés en bénéficie. Dans les AI et ETTI, où les effectifs sont beaucoup plus importants, la part des salariés concernés est très variable.

➤ Parallèlement à une formation technique assurée le plus souvent en interne, une partie des salariés réalise des formations externes. Savoirs de base et remise à niveau, permis cobaye, CACES, techniques de recherche d'emploi sont les plus fréquentes. Des formations plus ciblées sont parfois également proposées : auxiliaire de vie, aide soignante par exemple.

➤ Notons qu'en 2008 les **deux ETTI et deux des 5 EI n'ont proposé aucune action de formation**.

➤ Les **deux-tiers des structures préparent la sortie** des salariés en insertion **dès leur embauche**.

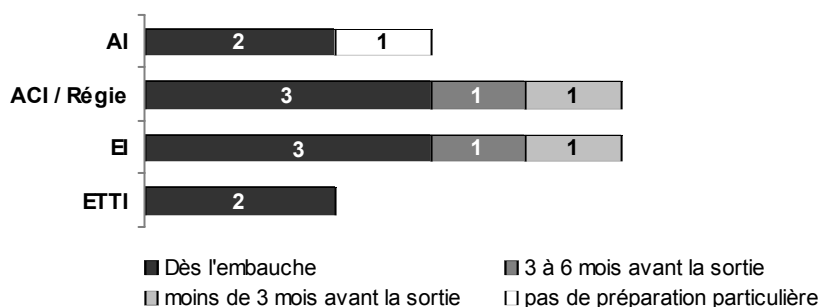
➤ Les ETTI indiquent qu'un tiers des salariés bénéficie d'actions spécifiques de préparation à la sortie (techniques de recherche d'emploi, entraînement aux entretiens d'embauche, etc.). L'ensemble des chantiers et la Régie réalisent également un travail conséquent dans ce domaine.

➤ Deux des trois AI sont intervenues de façon soutenue pour le placement d'un tiers à la moitié de leurs salariés. Dans la troisième AI, peu de salariés ont été concernés.

➤ 3 des 5 EI ont réalisé au total 14 mises en relation de salariés avec des employeurs.

## Préparation de la sortie

### Période de préparation de la sortie selon le type de structure en 2008



D'après source : DDTEFP

## L'intervention des partenaires dans les parcours

➤ La quasi totalité des structures de la zone d'emploi indique un **partenariat formalisé avec Pôle emploi** qui **facilite le recrutement**. Pour plus de la **moitié** d'entre elles, Pôle Emploi intervient également dans la **mobilisation de mesures d'accompagnement**, la **cohérence des parcours** et le **placement**. Un suivi individualisé des salariés peut être mis en place : aide à la définition du projet professionnel, connaissance des métiers, des formations, etc. Des évaluations en milieu de travail (EMT) sont mises en œuvre. Pour les autres structures, l'intervention de Pôle emploi s'arrête à l'embauche.

➤ L'intervention des autres institutions ou partenaires publics (Conseil général, CCAS - CIAS, Mission locale, Prométhée) apparaît inégale et diversement appréciée selon les structures. Elle concerne le plus souvent l'appui au recrutement et la mobilisation des mesures, Prométhée étant davantage mobilisé pour le placement des salariés.

➤ Les Chantiers, régie et entreprises d'insertion ont pour la plupart établi des relations avec quelques entreprises "classiques", notamment en co-traitance ou pour l'accueil de stagiaires. Les AI et les ETTI déclarent ne pas avoir eu d'échanges partenariaux avec des entreprises en 2008. Quelques structures adhèrent à des fédérations professionnelles ou des groupements de producteurs.

➤ Seulement **deux structures** déclarent n'avoir **aucun lien avec les autres SIAE**. Les **échanges au sein du collectif Inseréco41** peuvent s'avérer assez riches : co-traitance, réponses à des marchés publics, organisation et suivi de parcours, formations, etc. Certaines structures, adhérentes ou non à Inseréco41, indiquent travailler de façon régulière avec un cercle plus restreint de structures (2 ou 3 le plus souvent).

# L'offre de formation

## Formation linguistique

A Lire propose 4 actions de formation en linguistique dans la zone d'emploi de Blois au cours du premier semestre 2009. Elles sont destinées à un public débutant ou intermédiaire et ne sont pas rémunérées. Elles sont programmées selon le tableau ci-dessous.

Commune	Rythmes	Nb de places	Volume d'heures
Blois	18 h	9	1 387
Blois	12 h	11	1 650
Mer	12 h	2	300
Saint-Aignan	12 h	2	300

Source : Conseil régional

## Programmation 2009 des actions de formation financées par la région

Commune	Organisme	Intitulé action	Nb de places	Niveau entrée	Niveau sortie	Durée centre	Durée entreprise	
Blois	AFEC	Accompagnement à la mobilité et mobilisation sur projet professionnel	13	IX	IX	203	140	
			12	IX	IX	203	140	
		Action professionnalisante aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration (public spécifique : FLE)	12	IX	IX	301	140	
		Chantier informatique	12	IX	IX	280	105	
		Préparatoire aux métiers de la restauration	12	VI	VI	196	58	
	IFC La Providence	Découverte des métiers de la vente et formation aux techniques de base	12	VI	VI	249	140	
		Préparatoire aux concours d'aide soignant et auxiliaire de puériculture	14	V bis	V bis	279	70	
	Retravailler	Soyons professionnels !	12	IX	IX	70	0	
		En route pour découvrir les métiers qui recrutent	13	V bis	V bis	245	175	
	A définir	Une semaine pour découvrir les métiers de l'industrie	11	V bis	V bis	35	0	
		Une semaine pour découvrir les métiers de l'aide à la personne (co-financement Conseil général)	11	V bis	V bis	35	0	
	ERFSS - Croix Rouge	Préparatoire aux métiers Sanitaires et Sociaux (co-financement Conseil général)	13	V bis	V bis	280	140	
	A LIRE	Lutte contre l'illettrisme et insertion professionnelle - "Parcours Formation Illettrisme Emploi" (co-financement Etat)	81	VI	V bis	350	105	
		Parcours de formation Français Langue Etrangère et emploi	14	IX	IX	350	105	
	GRETA	Plateforme sanitaire et sociale de préparation aux concours V et IV	12	V bis	V bis	315	105	
	AFPA	Pré-professionnalisation bâtiment		14	V bis	V bis	420	70
				14	V bis	V bis	420	70
				14	V bis	V bis	413	70
		pré-professionnalisation logistique		12	V bis	V bis	350	70
				12	V bis	V bis	350	70
		pré-professionnalisation tertiaire informatique		14	IV bis	IV bis	385	70
				14	IV bis	IV bis	420	70
		Pré-formation industrie. Agent de fabrication et Conducteur d'installation et machines automatisées		14	V bis	V bis	168	70
	13		IX	IX	210	70		
Montrichard	AFEC	Fil conducteur	13	IX	IX	210	70	
Saint-Aignan	Retravailler	Parcours découverte des métiers dans la vallée du Cher	13	V bis	V bis	210	98	
		Accéder aux emplois de service à la personne qui recrutent (co-financement Conseil général)	13	V bis	V bis	210	70	
	GRETA	Plateforme sanitaire et sociale de préparation aux concours V et IV	12	V bis	V bis	335	105	

Source : Conseil régional

Réalisé avec le concours financier du Fonds Social Européen  
et du Conseil Général de Loir-et-Cher



Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Publication électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

